

# Libération

La place de la Concorde, à Paris, mardi après-midi. PHOTO DENIS ALLARD

Numéro offert, ne pas partager

# CORONAVIRUS LE GRAND VIDE

■ Tour de France au jour 1 du confinement ■ «On sent que c'est le début de la guerre»: témoignage d'un médecin réanimateur. ■ L'union nationale secouée par Agnès Buzyn. ■ Aux Etats-Unis, le retard fatal de la Maison Blanche. PAGES 2-14



## ÉDITORIAL

Par  
**LAURENT JOFFRIN**

## Société

On se souvient de la phrase de Margaret Thatcher: «*There is no such thing as society*», «il n'y a pas de société», aphorisme brutal selon lequel seuls les droits et les intérêts des individus, séparés et autonomes, fondaient le contrat social. Depuis mardi midi, les Français, confinés chez eux, éprouvent la fausseté du théorème qui a changé le monde en lançant la «révolution conservatrice» des années 80. Séparés des autres au nom de la précaution sanitaire, ils se rendent compte – ou vont se rendre compte – que le citoyen moderne, s'il tient à sa liberté, dépend des autres et qu'il est malgré tout, et peut-être avant tout, un animal social. Comme ces Italiens qui paraissent à leur balcon trois fois par jour pour chanter en chœur ou applaudir ensemble les personnels des hôpitaux, ils vont mesurer combien ils ont besoin de se retrouver avec d'autres pour vérifier qu'ils sont bien membres de cette chose qui «n'existe pas»: la société. Besoin psychologique, élémentaire, fondamental dans la vie courante, qui implique le lien, l'échange, le travail ou le loisir en commun. Besoin collectif, tout autant. Cet enfermement provisoire met en lumière le rôle soudain décisif de la société représentée et organisée par son Etat, dont chacun, empêché d'agir, dépend désormais presque entièrement. L'Etat qui édite les règles sanitaires pour limiter les pertes humaines, l'Etat qui lutte contre le virus grâce à des services publics dont on redécouvre l'utilité précieuse, l'Etat dont on ne déplore plus les coûts excessifs mais qu'on presse au contraire de dépenser sans compter pour aider l'hôpital public, pour garantir la sécurité, pour voler au secours des plus faibles, pour maintenir autant que possible le fonctionnement normal de la vie économique. Ce sera peut-être la grande leçon de cette crise. A la hausse: les valeurs d'action collective. A la baisse: le «chacun pour soi» des sociétés contemporaines. On pressent un tournant historique qui réhabilitera la société, loin de l'utopie épuisée de l'individu roi. ◀

A Paris, mardi.  
PHOTO DENIS  
ALLARD



# Une France sous cloche

De la discipline, de l'incrédulité et parfois un peu de mauvaise foi, les Français se sont cloîtrés chez eux, mardi midi, après une dernière matinée de préparation. De Marseille à Saint-Denis, de la campagne bretonne à Lourdes, tour de France d'un confinement balbutiant.

## CE QU'ON PEUT FAIRE (OU NON) DURANT LE CONFINEMENT

L'injonction est claire : «Restez chez vous.» Et ce pendant quinze jours, renouvelables. De rares exceptions sont tolérées. Mais toutes les personnes qui circulent doivent être «en mesure de justifier leur déplacement», au risque de se voir infliger une amende pouvant aller jusqu'à 135 euros. Le décret précise qu'avant de sortir, il faut se munir d'une attestation sur l'honneur pouvant être téléchargée sur le site du ministère de l'Intérieur ou écrite sur papier libre. Sont autorisés :

■ Les «trajets entre le domicile et le ou les lieux d'exercice de l'activité professionnelle» et les «déplacements professionnels insusceptibles d'être différés». En ville, les transports collectifs vont être réduits.

Restent le vélo, la marche et les taxis. Pour les trajets interurbains, outre la voiture, il y a le train, mais le trafic a déjà été réduit de 50 % par la SNCF et le sera encore de 30 % à 40 % la semaine prochaine.

■ Les «déplacements pour motif de santé». On peut donc continuer à aller chez le médecin et à des rendez-vous médicaux spécialisés. Les «déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance des personnes vulnérables ou pour la garde d'enfants». Ceux en garde alternée pourront passer d'un parent à l'autre. Les «déplacements brefs, à proximité du domicile, liés à l'activité physique individuelle [...] et aux besoins des animaux de compagnie». En clair, le jogging, les

marches digestives ou pour promener son chien ; mais près de chez soi et en solitaire. Tous les sports en groupe sont proscrits, pas de pique-niques non plus. Les cérémonies funéraires sont autorisées, mais «dans une configuration restreinte», seulement avec la famille très proche.

■ Les «déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle et des achats de première nécessité». On peut se rendre dans des magasins alimentaires, les pharmacies, les banques, les bureaux de tabac et les stations-service. Dans la file d'attente, il faut respecter le mètre de «distanciation sociale». Mieux vaut rester dans son quartier et faire tous ses achats d'un seul coup. **M.Lx**

*Et en plus il tousse!* La petite équipe de policiers ne porte pas de masque, mais les agents ont la face bardée d'un cache-col : «Pour l'instant, on ne met un masque que si on est amené à être face à des malades, mais si ça se trouve, nous l'avons déjà, vous et moi.» Face au centre Pompidou, l'esplanade est déserte. Un homme passe et clame que «Jésus est de retour. La preuve est là!» Sur le rideau de fer d'une boutique fermée, Mil accroche ses œuvres. «Qui va me payer, moi? L'Etat ne va pas indemniser les artistes.» Habitué du quartier de l'Horloge depuis vingt ans, il n'a «jamais vu les rues comme ça» : «Couvre-feu ou pas, je reste ici jusqu'à 20 heures au moins.» Didier Lallement, le préfet de police de Paris, a détaillé mardi le dispositif de contrôle déployé dans la capitale à côté d'un contrôle routier, place de la Bastille. «Vous me connaissez, je vais faire comprendre les consignes assez vite», a-t-il menacé.

### A Marseille «Je me protège pas trop»

À 775 kilomètres de là, sous l'ombrière du Vieux-Port de Marseille, il ne reste plus que des jeunes qui tapent dans un ballon et un tailleur de pierres aux environs de 13 heures. L'arrivée d'une patrouille de police à vélo interrompt les passes. Le tailleur de pierres s'installe là tous les jours depuis des lustres. «Virus? No?» évacue-t-il dans un français approximatif. La police n'ira pas le voir, occupée à interpeller des passants. Comme ce jeune couple, qui flâne main dans la main. Lui : «On n'a pas la télé... J'ai que Snapchat...» Elle : «On va juste acheter un poulet...» Le policier en civil sourit, rappelle les règles. «Ce n'est qu'à partir de demain qu'on verbalise, dit-il. Il y a quelques passants de mauvaise foi, mais dans l'ensemble, le confinement est plutôt bien respecté.» En témoinne une Canebière dépourvue, à quelques irrécupérables près : à la terrasse d'un snack, une jeune fille exhibe ses lèvres refaites à son groupe de copines, qui tâtent l'ouvrage. «Ben quoi, je les connais toutes super bien!» renvoie-t-elle à son voisin qui lui fait une remarque.

Un peu plus loin, quai de la Joliette, on aperçoit un autre genre d'attroupement devant la porte du port maritime. Le ferry en partance pour

l'Algérie, censé partir lundi, a été annulé au dernier moment. Conséquence, des longues files de voitures surchargées sont alignées le long des quais. Devant les portes closes de l'embarcadère, les passagers s'énervent, oubliant dans leur rage le mètre de sécurité réglementaire. Achour a passé la nuit dans sa voiture. «J'arrive de Montpellier, toute ma famille est à Alger, je veux les retrouver, raconte le quinquagénaire. Ils nous disent que le bateau pourrait partir demain, ça fait encore une nuit devant la porte...» Un autre voyageur vient lui donner des nouvelles, à l'oreille, main sur l'épaule, avant d'admettre : «Les consignes de sécurité? C'est vrai que je ne me protège pas trop...»

### A Rennes «Je n'ai pas le temps de m'ennuyer»

Le ronronnement lointain d'une tondeuse à gazon, un chien qui aboie, le gazouillis des oiseaux dans le ciel bleu, un calme inhabituel s'est abattu sur le village de Saint-Sulpice-La-Forêt, à une vingtaine de kilomètres de Rennes. Seuls quelques cyclistes viennent déranger cette étrange inertie, quasi-estivale. Sur le parking de l'école désertée, un couple de retraités cherche son chemin pour une randonnée pédestre. «Nous venons de Rennes et avons coché la case «déplacements brefs à proximité du domicile liés à l'activité physique», se justifie Nicolas. La meilleure façon de ne voir personne est encore d'aller en forêt, non?» Dans le bourg, Pierre, agriculteur à la retraite, en bottes et vareuse de

travail, s'active dans son jardin. «Avec mes poules, mes lapins, je n'ai pas le temps de m'ennuyer, mais les gens paniquent. Les boulangeries sont dévalisées et ils se demandent s'ils vont avoir de quoi manger.» Dans l'unique commerce du village, un bar-restaurant-épicerie associatif, dont les deux premières fonctions ont été barrées de deux traits rouges, accueille encore «deux par deux». Et avec cette triple injonction à l'entrée : «Gardez vos distances», «gardez le sourire» et «lavage des mains obligatoire». Seule âme qui vive sur les trottoirs, son petit garçon dans sa poussette, Benjamin, 31 ans, est sorti «prendre l'air». «Seulement dix minutes, dit-il, maintenant, on va rentrer.»

### A Nice «C'est beau, une ville vide»

Difficile de changer des habitudes installées depuis des années. Denise et Norbert ont 80 ans. Mardi, à Nice, malgré l'interdiction, le couple était sur le chemin de la plage, en route pour la promenade des Anglais. «On se balade sans destination précise, l'après-midi, un jour sur deux. On ne veut pas rester enfermés toute la journée, maintient Norbert. C'est beau, une ville vide : on ne l'a jamais vue comme ça. On prendrait bien un bain mais on n'a pas notre maillot.» Denise non plus n'en démonte pas : «On a tenté notre chance. Si on se fait arrêter, on rentre, assure-t-elle. A notre âge, tout est permis!» Le couple ne s'est pas encore fait contrôler. Mais partout, les agents patrouillent, demandent les

autorisations. Alors, sur la plage, on a trouvé des stratagèmes. «Je me suis attesté, rigole Julien, qui a mis son précieux papier à l'abri dans son sac étanche avant de plonger dans la Méditerranée. C'est long de rester chez soi toute la journée. Je viendrai deux ou trois fois dans la semaine, comme d'habitude. Nager, c'est moins dangereux que de faire un jogging.» Julien est le seul baigneur de toute la Baie des anges. Sur la «prom», le bruit de la mer n'est plus couvert par celui des voitures. On réentend le bruissement des palmiers et les pas sur les galets. Un homme est venu avec son tapis pour prier, un pêcheur parce qu'il avait «mal au dos dans son canapé», une dame a prévu une séance de méditation... Toutes les excuses, plus ou moins imaginatives, sont de sortie. Trois policiers font évacuer les promeneurs. La justification de l'exercice physique refait surface. «Et tu fais du sport en jean? doute l'agent. Tu rentres.»

### Dans le Loiret «Ils se préparent»

Maeschherbes (8000 habitants) n'est pas encore déserté au début de l'après-midi, mardi. Des files plus ou moins longues s'étirent devant les derniers commerces ouverts. A la boucherie comme ailleurs, la crainte principale est celle du ravitaillement. «Beaucoup de gens sont inquiets, assure le commerçant, dont l'activité a doublé ces derniers jours. Le mot confinement n'a pas été prononcé, mais ils se préparent.» Même empressement **Suite page 4**

Sur la place de la République à Paris, une demi-douzaine de skateurs enchaînent tricks et figures. Marc est allé se renseigner auprès des quatre policiers qui commencent à vider progressivement les lieux : «Il va falloir imprimer un papier ou le recopier à la main. Le montrer sur son téléphone, ça ne marchera pas.» Le jeune homme refuse d'angoisser. «Ils m'ont dit que je pourrais continuer de faire du skate, mais seulement autour du pâté de maison, impossible d'aller plus loin.» Ses camarades font un dernier tour avant de se dire au revoir. «Le Premier ministre a dit qu'on pouvait sortir pour exercer une activité physique. J'espère que le skate sera considéré comme tel...» Les cloches de l'église Sainte-Elisabeth de Hongrie sonnent midi et le début du confinement général. Dans le quartier du Marais, les rues se vident. «Il va falloir penser à rentrer chez vous», dit un policier aux passants qui hâtent le pas. «Tant que les gens n'auront pas bien saisi la situation, les mesures seront difficiles à mettre en place, remarque l'officier. Qu'est-ce qu'il fait encore ici celui-là par exemple? lâche-t-il en désignant au loin un garçon au visage masqué.

## À NOS LECTEURS, À NOS ABONNÉS

■ Fidèles lectrices et lecteurs, vous avez entre les mains un numéro de Libération réalisé avec une rédaction désormais en télétravail, conformément aux consignes données pour limiter la circulation du Covid-19. Une petite équipe, une vingtaine de salariés, est physiquement dans nos locaux pour assurer la sortie en kiosques. Le déroulé du journal a été modifié pour tenir compte de la grave crise sanitaire que traverse la France, l'Europe, la planète. Sa pagination, réduite, tient compte des conditions exceptionnelles dans lesquelles nous le fabriquons. Libération.fr, en télétravail également, continue de couvrir en direct cette actualité inédite.

■ En tant qu'abonné(e), vous bénéficiez d'un accès à Libération.fr afin de suivre l'actualité sur vos smartphones, tablettes et ordinateurs. Si vous n'avez jamais communiqué d'adresse mail pour créer votre compte numérique, n'hésitez pas à joindre notre service abonnements, qui pourra activer vos droits. Si vous n'avez jamais utilisé le site, connectez-vous avec le mail de votre abonnement et sélectionnez «Mot de passe oublié». Vous pouvez aussi gérer votre abonnement depuis l'espace clients (changement d'adresse ou de carte bancaire, réabonnement). En cas de difficultés, contactez-nous à abonnements@liberation.fr ou au 0155 56 7140 (lundi-vendredi, 9 heures-18 heures). Etant en télétravail, nous ne pourrions traiter vos courriers postaux dans les jours à venir.

Suite de la page 3 devant l'une des trois pharmacies de la ville, où plus aucun gel hydroalcoolique n'est disponible depuis trois semaines. «C'est la panique», concède Cécile derrière son comptoir. Une affluence qui contraste avec celle du caviste voisin, vide. «Notre syndicat nous a dit que nous pouvions rester ouverts», tente de se rassurer Olivier, gants en latex aux mains, qui a l'interdiction de toucher les bouteilles de vin.

### A Saint-Denis «Je suis saine, je le sais»

A Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), des gens regardent par la fenêtre leurs semblables rôder dans les rues. Il y a ceux qui déambulent avec un masque ou une écharpe épaisse en esquivant poliment les inconnus. Et les autres qui perpétuent la routine. Entrer dans un tabac (commerce essentiel), sortir de là avec clopes, jeux de grattage et gobelet de café. Se poster devant une laverie, serrer la main d'autrui, rigoler fort côte à côte. Saint-Denis et son centre sont immensément moins denses qu'à l'accoutumée et c'est le bruit qui le raconte le mieux: quand un quidam éternue ou tousse (sans les mains), on l'entend et surtout, il y a assez d'espace pour s'écartier d'un, deux, voire trois mètres – luxe impossible à s'offrir un jour normal.

Aux alentours de midi, l'AFP partageait une vidéo où des chariots étaient brandis à l'entrée d'un Carrefour de la ville. A 15 heures, on croise une mère de famille heureuse d'en sortir, enfant paisible dans la poussette, papier toilette au-dessus de lui et féculets en dessous. Des voitures passent, les conducteurs posent des questions à la volée. «Le KFC à quelques mètres de la mairie fait-il à emporter?» «Le stationnement est gratuit?» «Le confinement va réellement durer deux semaines?» Le KFC justement: son entrée, lieu de squat, est désertée. A 100 mètres de ses portes, une femme alpague à peu près tout ce qui bouge: «Je suis saine, je n'ai rien, je le sais.» Elle s'adresse à un type encapuché, un peu agressivement: le Covid-19 circule depuis 2013, lui dit-elle.

### A Lourdes «Ça fait mal au cœur»

A Lourdes, c'est du jamais vu depuis les apparitions supposées de la Vierge en 1858: une petite centaine de pèlerins ont été reconduits dans le calme et la désolation, mardi midi, vers la sortie des sanctuaires. Les grilles ont été fermées à clé. «Ça fait mal au cœur de refuser des personnes qui viennent des Ehpad, des malades, des soignants prêts à aider», déplore un employé. Par tradition, une parcelle de terrain était toujours accessible aux fidèles ici, au pied des Pyrénées, même quand la rivière a inondé la grotte de Massabielle, le lieu où Bernadette aurait rencontré la Vierge – la dernière crue dévastatrice remonte à juin 2018. Mais, cette fois, cet épice de la chrétienté a cédé à la crise du coronavirus. Le choc est amorti par le très faible contingent de fidèles sur place. Des cheminées qui fument dans le ciel gris, une



Dans le quartier de Château-Rouge, à Paris, mardi après-midi. PHOTO DENIS ALLARD

population de 14 000 habitants, 100 fois moins qu'en été... En cette morte saison des pèlerinages, seule une demi-douzaine d'hôtels sont en activité, sur un total de 300. L'affluence devait débiter le 5 avril, une semaine avant Pâques. «Espérons que nous puissions rouvrir les sanctuaires d'ici-là», se hasarde une professionnelle du tourisme. «Pour entretenir l'espoir», dit les sanctuaires, les 30 prêtres qui résident sur place, les chapelains, se relaient en direct sur Internet et les chaînes télé catholiques pour prier devant le rocher sacré.

### A Strasbourg «C'est à la tête du client»

Dans les rues de Strasbourg, mardi, il y a des chats. Mais pas de képis. Les jardinets des pavillons du Neudorf sont vides comme les rails du tram qui ne transporte plus personne jusqu'au quartier du Port-du-Rhin. Martin et Geneviève en reviennent à deux roues. Ils expliquent s'être rendus à la pharmacie; ne savaient pas qu'il fallait déjà une attestation pour circuler. Demain il leur faudra «trouver autre chose». Comprendre: pour mettre le nez dehors. Puis arrive Christian, sur le pont de l'Europe. Le trentenaire, allemand et domicilié en France, a coché la case «déplacement lié à l'activité physique». Il est ●●●



A Marseille, mardi, les patrouilles de police rappelaient les règles. PHOTO PATRICK GHERDOUSSI



●●● venu se promener à Kehl, mais «du jour au lendemain tout peut changer», a prévenu la Polizei. Les camions traversent sans problème, quelques bagnoles. Jamais le Rhin n'a été aussi paisible, déserté des habitués paquebots de croisière. Sur le trottoir, un binôme de policiers allemands, gantés, refole les Français qui n'habitent pas Kehl comme Virginie. Elle presse le pas, elle a un rendez-vous médical à Strasbourg. «Les autorités allemandes ne savent pas quoi faire, ils attendent des instructions, du coup, c'est à la tête du client», soupire-t-elle. VTT tractant une charrette pour enfants, Elisabeth grimpe sur la passerelle suspendue. Pile au milieu, la police allemande a garé un fourgon en travers, disposé des barrières. Une dame au manteau rouge apparaît, de l'autre côté. C'est Bénédicte, une mère de l'école de Kehl où est scolarisée la fille d'Elisabeth. Comme les autres élèves du Grand-Est, la gamine n'est plus autorisée à fréquenter l'école allemande et Bénédicte vient apporter un sac de devoirs. Scène surréaliste. D'un côté et de l'autre de la barrière, les voilà à discuter.

### A Lille «Je vais faire semblant de courir»

«Gardez vos distances!» Une voix grave s'échappe du mégaphone d'une voiture de police en patrouille sur la Grand-Place de Lille. Place de Strasbourg, un point de contrôle se met en place sur l'un des principaux carrefours en étoile du centre-ville. Il est 15 heures. «Nous aurons des points fixes pour que les gens ne passent pas par les grands axes et des contrôles aléatoires, sinon ça perd de son intérêt», dit Mathieu Legrand, chargé de la communication de la police nationale dans le Nord. Un grand brun interroge un agent: «Même courir à deux, ce n'est pas possible?» Niet. Caroline, 65 ans, est arrêtée dans sa promenade. Elle habite tout près. «Pour moi, la marche, c'est un sport», dit-elle au policier qui la contrôle. Lui: «Il faut éviter, madame. C'est le but du confinement. Sinon, tout le monde va sortir.» Elle se balade seule et trouve «bizarre» qu'on autorise les autres à courir alors qu'on la dissuade de marcher. «On ne peut plus sortir du tout, du tout?» insiste-t-elle. Si c'est ça, je vais faire semblant de courir.» «Qu'est-ce que t'en sais que la mec va vraiment travailler ou faire ses courses?» débriefe un policier. Attestation sur l'honneur, lui répond un collègue. Dans cette période inédite de crise sanitaire, chacun et chacune est renvoyé à sa propre responsabilité. Sur la place de Strasbourg, c'est le message que font passer les forces de l'ordre. La plupart des agents portent des gants et observent les papiers tendus à bonne distance. «Nous aussi on est très exposés, soufflé un motard inquiet. Moi, quand je rentre, j'ai une femme et des enfants à la maison.»

**C.D.** et **L.H.T.** (à Paris), **S.H.** (à Marseille), **P.H.A.** (à Rennes), **M.F.** (à Nice), **E.Fn** (à Malesherbes), **R.K.** (à Saint-Denis), **P.C.** (à Lourdes), **N.R.** (à Strasbourg) et **S.C.C.** (à Lille)

# Contrôles: un «bordel» pour les forces de l'ordre

**Les quelque 100 000 policiers et gendarmes sur le terrain pour faire respecter le confinement manquent de moyens matériels pour se protéger.**

Les forces de l'ordre entrent en piste. Pour faire respecter les règles de confinement visant à lutter contre l'épidémie de coronavirus, environ 100 000 policiers et gendarmes sont déployés sur le terrain, selon l'Intérieur. Ce nouveau décret prévoit une contravention pour ceux qui ne pourraient pas justifier leurs déplacements, soit une amende de 38 euros, qui devrait passer à 135 euros dans les prochains jours.

**Mégaphone.** «Restez chez vous, c'est ainsi que vous pourrez aider à stopper la propagation du virus», a expliqué mardi midi le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, à la sortie du Conseil des ministres. Des consignes qu'il avait déjà données la veille. «Tous les déplacements devront être réduits à leur strict minimum, a-t-il ajouté. Tout ce qui peut paraître anodin en temps normal est interdit.» Pour chaque sortie, une attestation sur l'honneur est demandée pour justifier de la nécessité de son trajet. Le préfet de police de Paris, Didier Lallemand, a détaillé dans l'après-midi le dispositif parisien: 150 points de contrôle sont prévus. Pour l'heure, le travail des

agents est encore hésitant. «C'est pas clair, les gens ne comprennent pas les consignes», rapporte un policier qui lâche: «Les contrôles fixes et mobiles, aujourd'hui, c'était le bordel.» La situation était par exemple tendue à Paris, dans le quartier populaire de Château-Rouge, (XVIII<sup>e</sup> arrondissement), où les mesures de restriction n'étaient pas connues de la plupart des clients d'un marché où la police est intervenue. Les consignes ont été hurlées avec un mégaphone et des commerçants contraints de refuser la vente à ceux qui ne possédaient pas d'attestation de déplacement.

En première ligne pour faire respecter ce confinement très strict, nombre de policiers rencontrent des difficultés matérielles. Les syndicats exigent qu'ils soient mieux protégés face à la pandémie, alors que la priorité demeure de «garantir le fonctionnement des services pour répondre aux besoins de sécurité de la population», comme le rappelait l'instruction de commandement envoyée lundi aux services par la Direction centrale de la sécurité publique dont Libération a eu connaissance. «Nous demandons à ce que les policiers aient les moyens d'assurer cette mission», défend Grégory Joron, secrétaire général délégué du syndicat majoritaire Unité SGP Police. La plupart des sites et des services sont en pénurie de masques et de gels hydroalcooliques.

Dans un gros commissariat parisien, les agents «ont reçu deux gros bidons de gel hydroalcoolique pour tout le monde alors

que nous sommes hyper exposés», raconte une policière. Elle s'inquiète: «Samedi encore, c'était le défilé pour les plaintes... Nous avons reçu ces personnes sans aucune protection.» En France, quelque 600 fonctionnaires de police sont confinés et plus d'une trentaine sont positifs au Covid-19, selon une source policière. Ce sont parfois des services entiers, comme celui de la brigade des réseaux ferrés qui a été placé en quatorzaine par précaution. Problème: ces effectifs ne sont pas mobilisables, tout comme les agents contraints de garder leurs enfants. Au total, cela représente environ 5 000 fonctionnaires, selon la direction générale de la police nationale.

**Réorganisation.** Autre difficulté: des services continuent de tourner normalement, malgré les dernières instructions. Consigne est pourtant donnée de prioriser les missions en assurant d'abord celle de police-secours, en se concentrant sur les «dossiers les plus graves» et les enquêtes de flagrance, ainsi que sur les «affaires urgentes» telles les atteintes aux personnes et aux biens, les violences conjugales... Mais «certains chefs de service fonctionnent comme si on n'était pas face à une crise sanitaire exceptionnelle», déplore Grégory Joron. Une réorganisation pourtant inévitable pour tenir un tel niveau de contrôle des déplacements partout en France.

**ISMAËL HALISSAT**  
et **CHLOË PILORGET-REZZOUK**

# Aide de l'armée: la France dans les bras de «Morphée»

**Transport aérien médicalisé, hôpital de campagne en Alsace... Comme l'a annoncé le Président lundi, les militaires vont se déployer.**

L'armée va accroître sa participation dans la lutte contre l'épidémie du nouveau coronavirus. Son service de santé était déjà mobilisé avec l'ouverture aux malades de cinq de ses huit hôpitaux. Emmanuel Macron a annoncé lundi soir deux nouvelles mesures. «Un hôpital de campagne du service de santé des armées sera déployé en Alsace», a déclaré le chef de l'Etat lors de sa seconde allocution télévisée consacrée à la propagation du Covid-19.

**Respirateurs.** Il s'agira d'un élément militaire de réanimation (EMR), «une structure modulaire dédiée à la prise en charge des patients», précise dans un communiqué le ministère des Armées. Jusqu'à 30 patients peuvent être accueillis en réanimation, avec autant de respirateurs que de lits. La forme et l'em-

placement sont encore à l'étude. «L'EMR peut être monté sous tente, dans des "Algeco" ou en dur», complète le service. Il ne sera pas implanté dans un hôpital civil existant. Si Macron a cité l'Alsace, les armées parlent plus largement du Grand-Est. Cette région est la plus durement touchée par l'épidémie. La situation y est «très tendue» sur le plan sanitaire, selon le ministre de la Santé, Olivier Véran. Les capacités de réanimation «sont saturées dans le Haut-Rhin» et «très largement occupées dans le Bas-Rhin», s'est alarmée la préfète de région, Josiane Chevalier, mardi.

Au moins 1543 personnes sont atteintes du Covid-19 dans la région. Le Haut-Rhin en concentre 688 et 30 habitants du département ont déjà succombé à la maladie. La haute fonctionnaire a jugé «très important» le renfort des armées. Pour désengorger ces hôpitaux, la Direction générale de la santé pourra faire appel à d'autres moyens militaires, comme l'a dit le Président: «Les armées apporteront leur concours pour déplacer les malades des régions les plus affectées.» Le dispositif Morphée («module de réanimation pour patient à haute élévation d'éva-

luation») va être «mis en alerte», a précisé le ministère. Des Boeing C-135, qui servent aussi au ravitaillement en vol, embarqueront en quelque sorte un hôpital à bord. «Il permet de transporter dans des conditions de prise en charge adaptées entre six et douze patients en fonction de leur état», détaille le ministère. Des patients doivent être évacués mercredi matin de Mulhouse vers Toulon.

**Soins en vol.** C'est la première fois que ce dispositif est activé dans une crise sanitaire, il sert en général, quoique rarement, à rapatrier en France des militaires blessés. Les avions sont mis en œuvre par l'armée de l'air, et le personnel médical à bord, formé aux soins en vol, vient du service de santé des armées. Celui-ci a d'ores et déjà recours à des soignants réservistes, appelés en renfort depuis «une bonne semaine». Les effectifs et le budget du service de santé ont constamment baissé depuis 2008, l'obligeant à se réorganiser profondément, alors que la France multipliait les interventions à l'étranger. Il ne représente plus que 1% de l'offre publique de soins.

**PIERRE ALONSO**



NICOLAS MESSIASZ, HANS LUCAS

# «Il faut établir des critères de gravité objectifs»

**Le médecin réanimateur Marc Amouretti raconte comment son service s'adapte quotidiennement à l'épidémie.**

**M**arc Amouretti, 32 ans, est médecin au sein du service de réanimation de l'hôpital Louis-Mourier à Colombes (Hauts-de-Seine), dépendant de l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP). En première ligne face à l'épidémie de coronavirus, il raconte à *Libération* comment son service s'organise pour y faire face.

«Le Covid-19 est une réalité depuis plus d'une semaine. Désormais, les cas se démultiplient, sous des formes plus ou moins graves, et occupent une part croissante des lits de réanimation. On repense chaque jour notre organi-

sation pour optimiser la prise en charge des patients, notamment pour ceux qui n'ont pas le coronavirus ne soient pas en contact avec les gens qui l'ont contracté.

«En temps normal, notre service compte 17 lits. Nous avons décidé d'ouvrir une unité spécifique pour les cas non Covid, gérée par les anesthésistes-réanimateurs de l'hôpital dans la salle de réveil postopératoire, qui a l'avantage d'être éloignée de la salle de réa. Elle comptera 8 lits. En parallèle, le service de réanimation désormais dédié au Covid va augmenter ses capacités en passant à 22 lits. Au total, on montera dans le courant de la semaine à 30 places de réanimation intensive, avec le matériel nécessaire.

«Lundi matin, on avait sept cas Covid confirmés dans notre service, plus des cas suspects.

On est sollicités de tous côtés, au sein de l'hôpital mais aussi de la part d'établissements extérieurs, pour prendre en charge des malades du coronavirus. Ça peut être difficile car il faut établir des critères de gravité objectifs et ne pas prendre un malade qui n'en aurait pas besoin. On n'admet pas en réa un patient, notamment âgé, qui ne supporterait pas un traitement qui est de toute façon invasif. Ce travail, on continue à le faire comme à notre habitude, en fonction d'un calcul bénéfice-risque pour chaque patient, en fonction de son terrain. On n'a pas de directive d'admission spécifiquement liée au coronavirus.

«Les patients Covid ont besoin de soins lourds, notamment du point de vue paramédical: par exemple, pour réaliser un décubitus ventral, une manœuvre permettant d'améliorer les échanges gazeux au niveau sanguin et d'aérer les poumons, il faut être à cinq ou six personnes. En tant que jeune médecin, sans être un infectiologue de référence, je constate que la maladie est très disparate en fonction de l'âge et des comorbidités des patients. Néanmoins, à rebours de la grippe, on se rend compte

que le coronavirus peut toucher sous des formes graves des patients plus jeunes. La majorité ont plus de 50 ans, souvent avec des problèmes de santé et un tabagisme actif, mais il arrive qu'on voie des gens d'une quarantaine d'années dans un état sérieux.

«On sent que c'est le début de la guerre. Pour l'heure, on arrive à traiter les malades qu'on

nous envoie et on s'organise pour ne pas être dépassés dans les prochains jours. L'enjeu des deux prochaines semaines est que la population diminue ses interactions sociales pour limiter les nouveaux cas, car on a déjà suffisamment de candidats en attente de déclarer le virus pour remplir les services de réanimation. Il nous faudra alors trier efficacement et rapidement les patients les plus gravement atteints, les amener au plus vite au bon endroit, sans les exposer à des gens qui ne sont pas malades du coronavirus.

«A l'hôpital, les consignes de protection sont très strictes, au niveau des procédures d'habillement et déshabillage, du nettoyage, du ménage. Au moindre signe suspect chez un patient, le moindre nez qui coule, on opte pour une tenue de protection complète, et on porte un masque lorsqu'on les évalue en dehors du service. Pour l'instant, on n'a pas de problème de matériel. On a les gants, masques, vêtements nécessaires.

«On sent une détermination chez les soignants à donner le meilleur d'eux-mêmes. Après vingt-quatre heures de garde, un travail intense et dur, ça fait du bien de voir les soutiens spontanés d'anciens médecins du service ou d'anciens internes, d'étudiants hospitaliers, d'externes, qui proposent leur aide. C'est la première fois que je vois autant d'échanges au sein de la communauté médicale. C'est réconfortant, mais aussi efficace, car on a besoin de cette solidarité.»

Recueilli par SYLVAIN MOUILLARD

**VERBATIM**

# «Ce sont toujours sur des systèmes sanitaires affaiblis, étranglés, que surviennent les catastrophes»

**Pour Emmanuel Baron, de MSF, la crise actuelle est révélatrice de notre modèle de développement socio-économique.**

**E**mmanuel Baron est directeur d'Épicentre, groupe de recherche de Médecins sans frontières engagé dans la réponse aux épidémies dans les pays en voie de développement, et actuellement en soutien en Lombardie, avec une équipe établie dans la ville de Lodi. **Quel est votre sentiment sur la pandémie du Covid-19 ?**

C'est un phénomène évidemment très sérieux qui connaît une accélération en Europe et qui comporte encore beaucoup d'inconnues. Conséquence : les mesures, aussi raisonnables soient-elles, reposent sur des hypothèses. On retrouve dans cette épidémie quelques invariants de la réponse à de telles crises. Ils se situent à deux niveaux : sur le plan opérationnel, avec des contraintes classiques (réaction tardive, reconnaissance du politique, mobilisation sociale, gestion de l'inconnu, rôle des médias, rôle des experts, etc.), et sur le plan politique, comme révélateur des inégalités sanitaires sur la planète, y compris dans certains pays occidentaux.

**Le rôle du politique semble plus que jamais déterminant dans la gestion d'une pandémie ?**

L'obligation de rapidité dans la décision est le propre de toute épidémie. Le politique doit aussi répondre à la diversité des réactions de la population, la fameuse mobilisation du corps social, le seul remède sûr à la réduction de la transmission du virus en l'absence de vaccin. J'ai été frappé par l'apparente insouciance de certains, mais aussi par des réactions inverses où des gens se ruiaient dans les supermarchés. Les réactions irrationnelles sont universelles. Ici, les médias ont un rôle, mais ils sont, comme tout le monde, facteurs de clarification mais aussi de confusion en ouvrant le débat. La confiance de la population envers les institutions est une clé. Mais la France a une certaine collection de scandales sanitaires peu reluisants, et on voit aujourd'hui que les gouvernements en ont tiré des leçons. Ce qui n'empêche pas de s'interroger, ni de les interroger.

**Sur quoi, par exemple ?**

Sur leurs priorités de santé en général et sur ce que cette épidémie révèle de notre système de santé et de notre modèle de développement so-

cio-économique. Va-t-il falloir une crise sanitaire à large échelle pour comprendre les contraintes auxquelles sont soumises les équipes soignantes ? Comprendre que la santé ne peut pas être considérée comme un secteur d'activité marchand similaire à tous les autres ? Ce sont toujours sur des systèmes sanitaires affaiblis, étranglés, que

surviennent les catastrophes, aiguës ou chroniques. Et cela résulte de choix politiques. Un autre révélateur va être la réponse que l'on apportera aux personnes les plus éloignées du système de santé, en particulier aux populations exclues, sans domicile

fixe, aux familles de travailleurs pauvres, aux migrants. Ces populations «hors d'atteinte» que l'on voit dans toute épidémie vont nécessiter une approche pratique différente dans le cadre de la réponse. Les équipes de MSF se préparent à une possible intervention à Paris en lien avec l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France pour apporter un soutien à la prise en charge de ces personnes. **Certains virus ont une saisonnalité en France, mais d'autres circulent toute l'année, en zone tropicale. Les virus émergents se moquent-ils de la saison ?**

Les conditions épidémiologiques de transmission sont différentes selon la nature des virus. Ceux à tropisme respiratoire comme celui de la grippe suivent une saisonnalité, c'est aussi le cas de bactéries telle que celle de la méningite (les grandes épidémies avaient lieu en saison sèche en Afrique subsaharienne) ou de parasites (le paludisme, dont le nombre de cas augmente en fin de saison des pluies dans certaines régions). Le facteur climatique existe donc pour les microbes mais aussi pour le vecteur, tel que les moustiques, et pour nous, humains, dont les activités et comportements sociaux, alimentaires, etc., sont aussi saisonniers.

**L'Afrique semble pour l'instant épargnée par l'épidémie de coronavirus. Faut-il redouter une propagation dans un continent aux faibles systèmes de santé ?**

Oui. Les Etats s'y préparent, prennent des mesures qui visent à freiner l'introduction puis la transmission. Reste que les conditions vont être très difficiles car on ne pourra répondre de la même manière que dans des pays à plus fortes ressources. On voit encore plus ici l'importance d'un vaccin et d'un traitement antiviral efficace qui font défaut aujourd'hui. On peut redouter des scènes très douloureuses, notamment dans des grands centres urbains. D'autant que des compétences en

réanimation sont rares en Afrique subsaharienne.

**Va-t-on vers une multiplication d'épidémies majeure dans le monde ?**

Urbanisation, mouvements de population, transformation de la relation de l'homme à son environnement... La mondialisation telle qu'elle est organisée aujourd'hui n'est pas l'amie de la santé publique et de la réponse aux menaces émergentes. Tout est là pour que cela se reproduise.

**Quel sera l'enjeu en fin de crise ?**

On a l'air de prendre pour complètement naturel de ne pas disposer de vaccins ou de traitements sous prétexte que le virus est nouveau. Bien entendu c'est un défi énorme. Il faut mettre en place les mécanismes qui permettent le développement des outils thérapeutiques et leur accès lorsque les seules lois du marché ne fonctionnent pas. Confier la recherche et le développement au seul secteur privé ne fonctionne pas pour les marchés non solvables, on le sait depuis longtemps. Se priver des compétences des laboratoires pharmaceutiques serait tout aussi absurde, à condition toutefois que les produits soient accessibles à tous dès lors que l'enjeu de santé publique prime. La preuve en est avec le développement des partenariats publics et privés pour le développement de produits (PDP) et leur relatif succès depuis une quinzaine d'années, comme le DNDI pour les maladies dites négligées. Considérer la santé comme un bien commun qui rend les produits de la recherche accessibles au plus grand nombre devrait aller dans le sens des propos du président de la République. On ne pourra plus, à l'avenir, s'exonérer de cette réflexion.

Recueilli par

CHRISTIAN LOSSON

## Antipalu : des essais controversés

Les spécialistes restent prudents sur une éventuelle efficacité de la chloroquine contre le Covid-19.

«**C'**est une piste intéressante, mais bon... L'essai ne promet pas d'aller trop vite», lâche le professeur Jean-François Del-fraissy, qui préside le conseil scientifique autour du Covid-19. Lundi, un essai clinique autour de la chloroquine, un antipaludique, mené à Marseille pour soigner les malades atteints du Covid-19 a été présenté par Didier Raoult, chef de service de maladies infectieuses de l'hôpital de la Timone, et promoteur très insistant de cette piste thérapeutique. «*Il y a des essais cliniques sur 24 patients, qui sont prometteurs, a confirmé, mardi, la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye. Le ministère a souhaité étendre ces essais, qui seront dupliqués sur un plus grand nombre de patients. Pour autant nous n'avons pas de preuve scientifique que ce traitement fonctionne.*»

De fait, avec Didier Raoult, tout est souvent compliqué. Si le professeur

peut avoir des idées originales qui se révèlent efficaces, bien souvent son tempérament et sa façon de procéder le desservent. Ainsi, c'est par le biais d'une vidéo qu'il a présenté à ses étudiants les résultats préliminaires de cet essai, leur expliquant que 24 patients atteints par le coronavirus ont pris du Plaquenil, l'un des noms commerciaux de la chloroquine. Six jours plus tard, 25% seraient encore porteurs du virus, 75% donc indemnes, et en comparaison, 90% de ceux qui n'ont pas reçu ce traitement seraient toujours positifs, ces derniers étant des malades d'un autre service hospitalier, et aussi du CHU de Nice.

Cet essai, dans sa présentation, laisse perplexes bien des chercheurs qui notent que la comparaison entre les deux groupes – ceux recevant la molécule et ceux ne la recevant pas – est imparfaite. De plus, on ne sait pas grand-chose des malades traités : selon le site d'enregistrement européen des essais cliniques, accepté le 5 mars par l'Agence nationale de sécurité du médicament, cet essai aurait concerné jusqu'à 25 patients : cinq âgés de 12 à 17 ans, dix âgés de 18 à 64 ans et dix autres de plus de 65 ans. «*Il est dom-*

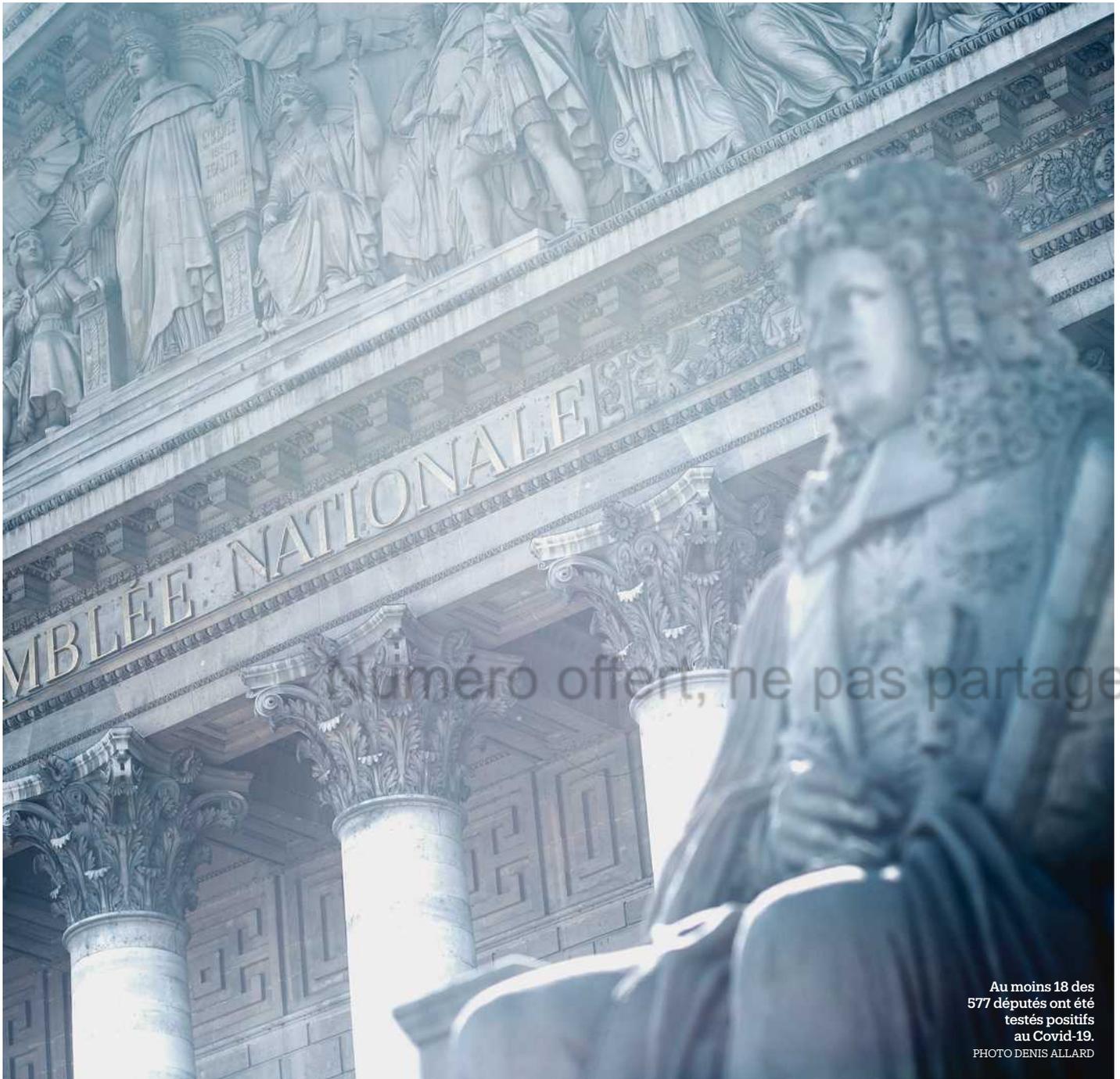
*mage qu'il ne se mette pas dans les clous pour bien évaluer son essai, argumente un infectiologue parisien. En allant trop vite, on perd souvent beaucoup de temps.*» Reste qu'il y a des partisans de cet essai. A l'hôpital la Pitié Salpêtrière à Paris, le Dr Alexandre Fleibret s'est montré offensif. Il a expliqué mardi que la molécule était utilisée depuis vendredi sur presque tous les patients de son service : «*Ce n'est pas le traitement qui paraît le plus évident, il marchait in vitro mais on n'avait pas de données in vivo. L'objectif, ce n'est pas d'avoir raison mais que nos patients aillent mieux. Aucun traitement n'est magique, la publication des résultats lèvera des interrogations, mais entre ne rien faire et repositionner des molécules en fonction des effets secondaires, des interactions, etc., on essaie des choses au fur et à mesure.*» Une étude chinoise avait déjà évoqué, le mois dernier, l'efficacité potentielle de la chloroquine après une étude sur plus de 100 patients. Aujourd'hui, plus d'une dizaine de molécules sont testées, en particulier des antirétroviraux qui avaient montré leur efficacité contre le VIH ou contre le virus d'Ebola.

ÉRIC FAVEREAU

RETROUVEZ

**DESINTOX**  
**DANS 28 MINUTES**  
PRÉSENTE PAR **ELISABETH QUIN**  
DU LUNDI AU JEUDI A 20H05 SUR **arte**





Au moins 18 des  
577 députés ont été  
testés positifs  
au Covid-19.

PHOTO DENIS ALLARD

# Face à l'épidémie, la République en ordre de marche

Assemblée nationale en petit comité, Conseil interministériel de crise...  
Le gouvernement, sa majorité et le reste de la classe politique doivent  
s'organiser pour administrer un pays en «guerre» contre le virus.

La République en visioconférence. Emmanuel Macron a présidé mardi son premier Conseil des ministres à l'heure du confinement, adoptant une palanquée de décrets pour adapter la réponse de la France à l'épidémie. Seuls neuf membres du gouvernement étaient présents physiquement à l'Élysée, ceux siégeant au sein du Conseil de Défense, dont le ministre de la Santé, Olivier Véran, assis à gauche du chef de l'État. Pour respecter les normes sanitaires visant à faire baisser les interactions sociales, les autres ministres ont participé à la réunion à distance, depuis leurs bureaux. «Nous sommes dans une période d'ex-

ception», a fait valoir le Président, au lendemain de sa deuxième allocution télévisée en moins d'une semaine, suivie lundi soir par 35,3 millions de Français – un record absolu d'audience.

«Tension». En sortant de l'Élysée, le Premier ministre a traversé la rue pour se rendre au ministère de l'Intérieur, et inaugurer le Conseil interministériel de crise (CIC) d'où sera désormais pilotée la riposte contre le virus, confirmant symboliquement le basculement dans le stade 3: jusqu'alors, c'est le ministère de la Santé qui était aux manettes. Ce CIC est présidé par le Premier ministre, «mais il ne sera

pas présent à tous», a précisé son entourage. Entre un chef de l'Etat chef de guerre et un ministre de la Santé qui occupe un rôle remarqué dans la «pédagogie» de cette crise, le Premier ministre doit trouver une place peu évidente. «On doit expliquer ce qu'on fait. Dire qu'il y a de vrais risques, mais rassurer et rappeler que chacun d'entre nous est acteur», souligne un de ses proches. Mardi soir, en duplex depuis Matignon, Edouard Philippe a répondu aux questions très concrètes des téléspectateurs : peut-on aller à un enterrement ? Une entreprise de maçonnerie de trois personnes peut-elle continuer à fonctionner ? Faut-il remplir la nouvelle «autorisation de déplacement dérogatoire» à chacune de ses sorties «exceptionnelles» du domicile ? «Je parle d'abord à la raison : vous devez rester chez vous sauf dans les cas très peu nombreux qui sont autorisés», a-t-il résumé, adepte de l'adverbe «ferme».

Chef du gouvernement veut aussi dire gérer les débuts de polémiques politiques de cette crise. Après l'opposition réclamant le report du premier tour des municipales la semaine dernière, l'exécutif s'est retrouvé empêtré mardi dans une mini-crise autour de propos rapportés d'Agnès Buzyn (lire ci-contre) qui aurait prévenu dès janvier que les municipales ne pourraient pas se tenir pour cause de «tsunami» sanitaire. «Agnès Buzyn nous a dit que si nous étions dans le pic de l'épidémie, alors, les élections seraient difficiles à tenir», a relativisé Edouard Philippe.

#### «RÉSURGENCE»

Au gouvernement, la «guerre» déclarée par le Président lundi soir ne souffre aucune contestation mais certains laissent échapper leur désarroi face à l'ampleur de la crise. «On met la société en tension et on ne sait pas à quel moment on décidera d'en sortir, glisse l'un d'eux. On fait quoi s'il y a une résurgence cet été ? C'est "terra incognita"...» La ruée sur les rayons pâtes des supermarchés de ces dernières heures avant confinement, «c'est de la folie furieuse», commente un autre. Même moi, je dois indiquer à mes collaborateurs que, non, je ne suis pas obligé de stocker des réserves alimentaires dans mon appartement.

Inédit dans sa forme, le Conseil des ministres de mardi a adopté, entre autres, le décret abrogeant la convocation des électeurs pour le second tour des municipales. Un second Conseil des ministres doit exceptionnellement se réunir ce mercredi afin de reporter dans 4922 communes le scrutin à une date ultérieure, au plus tard au mois de juin. «Idéalement le 21 juin», a précisé la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye. Pour le traditionnel compte-rendu à la presse, un dispositif a été inauguré : la porte-parole du gouvernement et le ministre de l'Intérieur se sont exprimés devant une seule journaliste qui relayait les questions de ses confrères, envoyées par messagerie. Selon Sibeth Ndiaye, Emmanuel Macron a répété devant ses ministres que cette crise imposait de repenser l'organisation des chaînes de production à l'échelle mondiale. Citant l'exemple des industries automobiles et pharmaceutiques européennes, dépen-

dantes de productions chinoises, il a jugé nécessaire de se préparer à «un changement de paradigme», y compris «dans l'utilisation des deniers publics». Signe que le Covid-19 va impacter profondément la vie politique française, même la droite, d'ordinaire si tatillonne sur les déficits, adhère aujourd'hui à ces propos. «Il faut des Canadair qui arrosent l'économie avec beaucoup de liquidités. On va en quel-que sorte nationaliser les rémunérations, l'Etat réglant le chômage partiel», explique ainsi Eric Woerth, président LR de la commission des finances de l'Assemblée (à lire sur Libé.fr). Il faut construire un pont entre l'effondrement présent et la fin de crise, dans trois, quatre ou cinq mois. On fera les comptes quand la fièvre sera passée».

Pour mettre toutes les annonces de l'exécutif en œuvre, le gouvernement doit adopter mercredi un texte l'habilitant à légiférer par ordonnances le temps de la crise du coronavirus. Mais pour des raisons sanitaires évidentes, il n'est pas question de faire revenir à Paris tous les parlementaires alors que l'Assemblée recensait lundi soir 26 cas avérés de Covid-19 (dont 18 députés, lire ci-dessous). A partir de jeudi, l'Assemblée nationale et le Sénat vont donc carburger en mode intimiste. Deux textes vont y être débattus de toute urgence avec l'objectif d'une

**«Je parle d'abord à la raison : vous devez rester chez vous, sauf dans les cas très peu nombreux qui sont autorisés.»**

**Edouard Philippe**  
mardi, au 20 heures  
de France 2

## CONTAGION CHEZ LES POLITIQUES

Le séisme sanitaire qui s'aggrave en France provoque de multiples répliques parmi le personnel politique. Après Christian Estrosi lundi, on a appris mardi que Martine Vassal, candidate LR à la succession de Jean-Claude Gaudin à Marseille, avait été testée positive au Covid-19. Mais contrairement au maire de Nice, en quarantaine à son domicile, l'élue marseillaise a été hospitalisée immédiatement. Comme eux, des milliers de candidats, maires et conseillers municipaux sortants sortent de longs mois de campagne électorale, où proximité et exigüité sont les règles. Le virus progressant, de nombreuses équipes ont annulé les meetings et les réunions publiques dans la dernière ligne droite. Mais comment appliquer strictement les «gestes barrières» quand on est habitué à serrer des mains et donner des accolades à longueur de temps ? Deux membres du gouvernement, Franck Riester et Brune Poirson, ont d'ailleurs été parmi les premiers politiques touchés et placés à l'isolement. Venus de toute la France, en contact permanent avec leurs électeurs et se cotoyant dans les allées du Palais-Bourbon, les députés sont en première ligne de l'épidémie : 18 d'entre eux (sur 577) ont été diagnostiqués positifs. Au moins l'un d'eux a été hospitalisé dans un état grave. En quarantaine à l'hôpital de Clermont-Ferrand, le député PCF André Chassaigne se disait, lui, en bonne forme la semaine dernière : «Le virus a dû s'endormir, bien au chaud dans ma forte carcasse.» Tout comme le patron de LR, Christian Jacob, les parlementaires LR des Bouches-du-Rhône Guy Teissier et Valérie Boyer font partie des élus contaminés, ayant bénéficié de tests rapides à l'heure où il devenait de plus en plus difficile pour le commun des mortels de se faire diagnostiquer.

adoption d'ici la fin de la semaine : un projet de loi de finances rectificative (PLFR) et un projet de loi regroupant plusieurs mesures d'urgence (état d'urgence sanitaire, habilitations pour gérer la situation économique, report du second tour des élections municipales).

#### SANS PUBLIC

Réunie en conf-call, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale a réduit au minimum la présence des députés présents au Palais-Bourbon. Chacun des huit groupes sera représenté par deux députés et son président de groupe. Qui porteront, par délégation, les votes de tous les membres absents de leur groupe et se chargeront de défendre en leur nom leurs amendements. Une première séance matinale de questions au gouvernement se tiendra dès jeudi à 9 heures, pour une heure : chaque groupe pourra interroger à deux reprises le gouvernement et seuls les orateurs et présidents de groupe pourront y assister. Lesquels seront priés d'entrer et sortir un par un. Des séances publiques... sans public dans un hémicycle nettoyé avant et après chaque débat, des micros désinfectés, et où les distances entre les députés pourront ainsi être respectées.

«Nous serons des soutiens sans faille dans le combat sanitaire», assure le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure (à lire sur Libé.fr) qui aimerait cependant que l'Etat fasse plus : «Il faut se mettre en situation d'état d'urgence sanitaire, économique et social. Les premiers gestes à faire, c'est l'abandon définitif de la réforme de l'assurance chômage qui est un désastre humain, et voter au plus vite une loi de finances rectificative qui donne les moyens que réclament les soignants à l'hôpital public, "quoi qu'il en coûte".»

**DOMINIQUE ALBERTINI,**  
**LILIAN ALEMAGNA,**  
**ALAIN AUFRAY, LAURE EYU**  
et **RACHID LAÏRECHE**

# Buzyn bouscule l'union nationale

Dans un entretien au «Monde» mardi, l'ex-ministre de la Santé assure avoir averti sur la nécessité d'un report des municipales. Ses propos ont secoué la classe politique.

Une «bombe» en temps de guerre. En revenant, dans les colonnes du Monde, sur sa campagne municipale à Paris et son départ du gouvernement en pleine crise du coronavirus, Agnès Buzyn a provoqué mardi une réaction en chaîne compliquée pour l'exécutif à l'heure de l'union nationale décriée contre l'épidémie. L'ex-ministre de la Santé livre en effet des confessions terribles : «Quand j'ai quitté le ministère, je pleurais parce que je savais que la vague du tsunami [du Covid-19] était devant nous. Je suis partie en sachant que les élections n'auraient pas lieu.»

Pire : elle parle d'une campagne «mascarade» et met en cause Président et Premier ministre, à qui elle dit avoir écrit. «Le 30 janvier, j'ai averti Edouard Philippe que les élections ne pourraient sans doute pas se tenir. Je rongeais mon frein», précise la candidate, médecin de formation, qui a demandé sa réintégration à l'hôpital pour participer à la lutte contre le coronavirus. Ces propos ont fait le tour du gouvernement. «Cela me laisse sans voix», souffle un ministre. Je ne sais pas si elle se venge ou si elle craque.» La porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, s'est contentée de rappeler la stratégie de l'exécutif : baser ses décisions sur les avis de son conseil scientifique. «Nous assumons parfaitement les décisions que nous avons prises»

«Aveux». Toutes les couleurs politiques s'accordent pour dire que les propos de l'ancienne ministre posent – au minimum – d'innombrables questions. L'insoumis en chef, Jean-Luc Mélenchon, a tapoté sur les réseaux sociaux : «Il faut d'abord pouvoir vérifier si ce qu'elle dit est vrai. A-t-elle su ce qu'elle dit est vrai. A-t-elle su ce qu'elle dit est vrai ? [...]»

Se rend-elle compte qu'elle engage sa responsabilité pénale et celle des autres personnes qu'elle dit avoir prévenues ? Le député LFI souhaite que la mission d'information parlementaire sur le coronavirus se saisisse de ce qu'il appelle les «aveux» de Buzyn. Même ambiance à droite. «Si c'est vrai, ce sera un tsunami politique sans précédent», prévient le président des députés LR, Damien Abad. Mais nous ne voulons pas entrer aujourd'hui dans cette polémique, nous restons concentrés en responsabilité sur les mesures d'urgence.» La présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen, n'a pas laissé passer l'occasion de demander des comptes à la majorité : «Les mesures qui s'imposaient ont-elles été retardées en connaissance de cause ? Nous sommes peut-être à l'aube d'un scandale sanitaire majeur.»

«Grave». L'incendie médiatique menaçant, en milieu d'après-midi, un responsable de la macronie parisienne a demandé de l'aide sur une boucle Telegram de La République en marche : «Peut-on avoir d'urgence des éléments de langage sur cet article ? Vu la violence des réactions sur nos boucles et les [réseaux sociaux], c'est une bombe si on n'arrête pas ça tout de suite.» Un peu plus tard dans la journée, Agnès Buzyn a publié non pas un mais deux communiqués afin d'«éclairer» ses propos. La candidate LREM, arrivée troisième derrière Anne Hidalgo et Rachida Dati dimanche, insiste : «Toutes les mesures anticipées ont été mises en œuvre pour assurer la sécurité sanitaire.» Elle «regrette» la tonalité de l'article et «l'utilisation qui est faite». «Soit elle a menti la première fois, lors de son entretien avec la journaliste, et c'est très grave pour elle, soit elle a menti la seconde fois, lors de ses communiqués, et c'est très grave pour la France», commente un député socialiste. De son côté, la sénatrice PS de l'Oise Laurence Rossignol a glissé un petit conseil à Agnès Buzyn, venue de la société civile et novice en politique : «Elle ne sait pas qu'après le choc d'une défaite électorale, il faut couper la communication et se rouler en boule sous sa couette, pendant la cicatrisation.»

R.L.a.

# Télécoms, Internet: jusqu'ici, tout va (presque) bien

**Avec le confinement, les opérateurs n'observent «aucune congestion» des réseaux mais s'attendent à des pics de connexion, qui ont déjà commencé ces derniers jours, créant quelques saturations sur les lignes mobiles notamment.**

À écouter les principaux opérateurs télécoms français, il n'y a pas encore d'inquiétude à avoir. A ce stade, les réseaux de connexion ne sont pas au bord du craquage. «*Tout va bien, hormis quelques perturbations sur le mobile lundi*», assure un dirigeant d'Orange. La crainte principale: que l'usage, décuplé en période de confinement, d'appels vocaux et de services les plus gourmands en bande passante, pour le télétravail ou le divertissement comme Netflix, Fortnite ou YouTube, provoque des embouteillages et des ralentissements sur les autoroutes d'Internet et les lignes de téléphonie mobile.

Au risque de créer une grande pagaille compromettant l'accessibilité des services indispensables. «*Nous sommes conscients d'avoir une immense responsabilité en tant qu'opérateur télécoms et en tant qu'opérateur d'importance vitale. Nous sommes pleinement mobilisés. A date, nous ne constatons aucune congestion*», indique Thomas Reynaud, directeur général d'Iliad, la maison mère de Free.

L'entreprise, qui compte 20 millions d'abonnés en France et 5 millions en Italie, est bien placée pour apprécier les effets concrets de la crise du coronavirus. «*Nous avons dix jours de recul en Italie. Nous avons tiré les enseignements. Nous nous tenons prêts pour la France*», rassure Thomas Reynaud.

## «Digne d'un 31 décembre»

Quels changements observe-t-on ? Si les connexions à l'Internet fixe augmentent sensiblement en journée, le pic d'activité reste en soirée, avec une croissance du «*trafic mobile de 15 % à 20 %*» selon Thomas Reynaud. Une particularité, à l'heure où les

interactions physiques entre les personnes sont limitées: la hausse des appels vocaux. «*Nous avons eu des pics dans les minutes qui ont suivi les deux allocutions du président de la République, jeudi et lundi. Ils étaient dignes d'un 31 décembre. C'est la même chose en Italie lorsque le président du Conseil prend la parole*». En Espagne, qui expérimente le confinement total depuis plusieurs jours, «*les réseaux connaissent une augmentation du trafic de près de 40 %. L'utilisation des téléphones portables a augmenté d'environ 50 % pour la voix et de 25 % pour les données*», a détaillé l'opérateur Telefonica en début de semaine.

## Optimiser la qualité de son wi-fi

Depuis deux jours, des difficultés de connexion existent, ébruitées par les clients sur les réseaux sociaux. Des saturations sur les lignes mobiles, en particulier lundi. «*C'est normal*, réagit un dirigeant d'opérateur. *Tous les jours en temps normal, il y a des problèmes sur les réseaux télécoms. C'est renforcé compte tenu de la situation actuelle. Mais cela se gère, avec du monitoring en temps réel*». «*On n'a pas d'inquiétude à court terme*» sur une saturation des réseaux, a confirmé Didier Casas, secrétaire général de Bouygues Telecom. «*On reste extrêmement attentif, et s'il y a be-*

*soin d'intervenir, on est en lien avec les pouvoirs publics*».

A la maison, pour améliorer l'accès à Internet, il est recommandé de se brancher sur le wi-fi plutôt que de faire appel à la 3G ou la 4G. L'autorité de régulation des télécoms, l'Arcep, a publié sur son site un guide de bonnes pratiques. La première d'entre elles est d'optimiser la qualité de son wi-fi par quelques gestes simples, comme placer sa box de connexion en hauteur dans une pièce centrale du logement.

Orange, SFR, Free et Bouygues Telecom restent cependant prudents face à l'évolution possible de la situation. «*En vérité, c'est à partir de [mardi] après-midi qu'on va se rendre compte de ce qui se passe, lorsque le confinement aura débuté. On pourra tirer de premières conclusions mercredi*», fait valoir le dirigeant déjà cité, qui ne veut pas être nommé. Les opérateurs sont techniquement capables de donner la priorité à certains flux. En clair, ils peuvent réserver de la bande passante aux services de télémedecine ou d'éducation à distance, au détriment de Netflix et des sites pornographiques. Idem sur les appels téléphoniques: le 15 du Samu a naturellement le droit à un feu vert permanent. «*Nous sommes en lien continu avec les ministères de l'Economie et de la Santé, et l'Arcep, à ce sujet*», assure le même dirigeant.

## «Hausse continue de la consommation»

«*Nos réseaux priorisent la voix et les appels d'urgence*, ajoute Thomas Reynaud, le directeur général d'Iliad. *Nous n'avons pris aucune action pour prioriser les flux de données Internet, mais rien ne l'interdit. En Italie, nous n'avons pas appelé à des mesures de civisme numérique*».

En France, bon nombre d'élèves n'ont pas pu se connecter aux services pédagogiques en ligne gérés par l'éducation nationale ou des plateformes privées. Un problème de dimensionnement des sites. Comme pour certaines entreprises dont les outils de télétravail sont surmenés, il faudra donc que leur capacité soit augmentée, notamment en passant par celle, en location à la demande, des grands acteurs du «*cloud*».

Arthur Dreyfuss, président de la Fédération française des télécoms et un des cadres du groupe Altice (propriétaire de SFR et de Libération), prévient que le secteur se tient prêt à des décisions fortes: «*Nous ouvrons une nouvelle séquence exceptionnelle qui nous impose d'être réactifs et très attentifs aux évolutions de la consommation. Les pics auxquels nous sommes habitués et préparés vont se transformer en hausse continue de la consommation et ce, sur la longue route. Il ne s'agit pas de gérer pour les prochains jours mais pour les prochains mois*».

JÉRÔME LEFILLIÂTRE



Mardi à l'aéroport d'Orly. L'Etat s'est dit prêt à monter au capital d'Air France,



«**L'erreur fondamentale a été de ne pas fermer les Bourses**». Lire sur notre site l'interview de Marc Fiorentino, fondateur de la société MeilleurPlacement pour qui les marchés sont entrés dans une phase irrégulière.



# Entreprises: un plan de sauvetage à 45 milliards pour deux mois

Chômage partiel, report de charges... L'Etat ne ménage pas ses aides pour soutenir l'économie.

La « guerre » n'est donc pas uniquement sanitaire mais aussi « économique et financière », selon Bruno Le Maire. Le ministre de l'Economie a présenté mardi son plan de bataille pour venir en aide aux entreprises, méchamment secouées par l'épidémie de Covid-19. Toutes mesures confondues, il y en a pour 45 milliards, uniquement pour les deux prochains mois. « Aucune entreprise, quelle que soit sa taille, ne sera livrée au risque de faillite économique », a promis Emmanuel Macron lundi soir. La plus grande partie de l'addition gouvernementale – 32 milliards – est absorbée par les reports de charges fiscales et sociales. En clair, les entreprises peuvent demander le report du paiement des cotisations sociales employeurs, ou encore d'impôts directs tels que la contribution foncière des entreprises (CFE). Report qui pourrait se transformer, « le cas échéant », selon Le Maire, en annulation pure et simple. Face à la baisse brutale d'activité et donc de chiffre d'affaires, bon nombre de sociétés sont contraintes de recourir au chômage partiel, dont le coût sera intégralement compensé par l'Etat et pour l'ensemble des salariés. Soit 8,5 milliards pour deux mois. Objectif: rompre avec « les licenciements quand il y a une crise économique, ce qui rend plus difficile le redémarrage du fait d'une perte de savoir-faire », a dit le ministre de l'Economie lors d'une conférence téléphonique avec une centaine de journalistes.

« **Nationalisation.** » Le troisième étage de ce plan d'aide est un fonds de solidarité d'environ 2 milliards destiné aux toutes petites entreprises (TPE). Sont particulièrement visées celles qui ont pris très cher avec l'arrêt forcé de leurs activités, tels les cafés-restaurants. L'aide accordée sera d'un montant forfaitaire de 1500 euros et pourra bénéficier également aux travailleurs indépendants. Un volet social est également prévu pour les parents contraints de garder leurs enfants à domicile et non indemnisés à ce titre : une enveloppe

de 2 milliards d'euros d'indemnités journalières. A l'autre bout du spectre, de grandes entreprises pourraient être attaquées sur les marchés par des investisseurs cherchant de bonnes affaires, les cours s'étant effondrés. Le Maire se veut sur cette question assez offensif: « Nous y veillons tous les jours. » Son registre de langage détonne dans la bouche d'un dirigeant politique venu de la droite: « Nous avons des instruments à notre disposition pour soutenir toutes les entreprises stratégiques qui pourraient être menacées sur les marchés. Je vais être clair: je n'hésiterai pas à employer tous les moyens. Ça peut passer par des prises de participation et je peux même employer le terme de nationalisation si nécessaire. » Cela vaut en premier lieu pour Air France-KLM dont le PDG, Benjamin Smith, a été reçu vendredi à Bercy. L'Etat, qui détient 15% du capital, serait donc prêt à augmenter sa participation au cas où la compa-

gnie aérienne serait attaquée. A Rome, le gouvernement a décidé de prendre le contrôle d'Alitalia, en plus mauvaise santé que le transporteur franco-néerlandais. Ce plan de sauvetage a un coût: la croissance pour 2020 devrait être négative (-1%) « et ce chiffre pourrait évoluer en fonction de la situation américaine », prévient le ministre, empiétant sur les plates-bandes officielles du ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, totalement absent de la scène publique nationale depuis plusieurs semaines. Pour ne pas trop charger la barque du déficit public, certaines mesures ont d'ailleurs été écartées, comme des exemptions de TVA, dont le coût aurait pu rapidement s'avérer très élevé. Il n'est pas question, non plus, que l'Etat prenne en charge les pertes d'exploitation des commerçants. Il est simplement question d'une discussion avec les sociétés d'assurance. Traditionnellement, elles ne couvrent pas ce risque et vont

donc être appelées à faire un effort de solidarité.

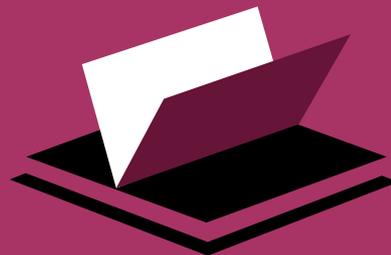
« **Trésorerie.** Les banques aussi vont être mises à contribution, mais de façon modérée. Elles vont devoir ouvrir les vannes du crédit aux entreprises en panne de trésorerie, sans prendre de risques. L'Etat garantit 300 milliards d'euros de crédits en envoyant un message clair aux établissements financiers: « La priorité pour les banques n'est pas le versement de dividendes, mais le soutien aux entreprises », a lâché Le Maire en guise d'avertissement. A l'échelon européen, cette garantie d'emprunt atteindra 1000 milliards d'euros. Le plan de sauvetage français a été adoubi par Bruxelles: toutes les mesures d'accompagnement, y compris d'éventuelles nationalisations, ne seront pas considérées comme des aides d'Etat, afin de respecter la doctrine européenne en matière de concurrence.

FRANCK BOUAZIZ

JEUDI 19 MARS

LE LIBÉ DES  
ÉCRIVAINS

FACE AU CORONAVIRUS



Une trentaine d'écrivains  
du monde entier (Chine, Inde, Italie,  
Espagne, États-Unis, ...)  
avec la romancière turque  
Elif Shafak, rédactrice en chef



# La semaine où Trump a finalement décidé d'agir contre le «virus chinois»

**Incapable de prendre des mesures de long terme et obnubilé par les cours de Bourse, le président américain a tardé avant de prendre des mesures. Une erreur impossible à rattraper à ce stade de l'épidémie.**

**A** un journaliste qui lui demandait, lundi, quelle «note de 1 à 10» il attribuait à sa gestion du coronavirus, Donald Trump a répondu «10». Au cours de cette même conférence de presse, pourtant, le président américain a abandonné le masque satisfait qu'il portait depuis le début de l'épidémie. Après des semaines d'auto-

congratulation, minimisant les risques et contredisant les autorités sanitaires américaines et internationales, il a enfin admis la gravité de la situation. «C'est mauvais, c'est mauvais», a-t-il déclaré, recommandant – sans l'ordonner – de limiter les rassemblements à 10 personnes, de fermer les écoles (déjà à l'arrêt à New York, Washington, Chicago ou

Los Angeles), de ne plus sortir dans les bars et restaurants et d'éviter les voyages non essentiels.

**Inepties.** Trump a reconnu qu'une récession était «possible» ; que la pandémie pourrait prendre fin «en juillet ou en août» aux Etats-Unis (et non en avril, comme il l'affirmait encore récemment) ; et que le pays

«envisage [ait] de faire intervenir l'armée pour construire des hôpitaux. Surtout, à rebours de ce qu'il assène depuis des semaines, le président a admis que le virus n'était «pas sous contrôle, nulle part dans le monde». Cette nouvelle approche n'a pas empêché quelques inepties, face à la presse d'abord : «Nous avons un problème auquel, il y a un mois, personne ne pensait.» Puis sur Twitter, où il a de nouveau qualifié le Covid-19 de «virus chinois» (ce qui a «fortement indigné» Pékin) et a bandé les muscles, affirmant que les Etats-Unis sortiraient de la période «plus forts que jamais».

Le comportement et les déclarations contradictoires de Trump interrogent, plus que jamais, sur ses capacités à gérer une crise d'une telle ampleur. Ces dernières semaines, experts et observateurs ont critiqué sa stratégie erratique. A l'image du conservateur Peter Wehner, vétéran de plusieurs adminis-

# Vaccin: l'Allemagne fait bloc face à l'offre américaine

Berlin a opposé une fin de non-recevoir à Donald Trump, qui s'était rapproché du laboratoire CureVac pour s'approprier les résultats de ses recherches.

Pas question de céder le laboratoire CureVac aux Américains. Qu'importe le prix proposé en catimini par Donald Trump pour se réserver les droits exclusifs du vaccin développé par les scientifiques allemands! Après la fin de non-recevoir de la chancelière allemande, Angela Merkel, c'est la présidente de la Commission européenne qui est passée à l'offensive en posant 80 millions de subventions sur la table pour stopper les convoitises de Washington. «Dans cette crise sanitaire, il est essentiel de soutenir nos chercheurs et nos industries technologiques de pointe. Nous sommes déterminés à alimenter financièrement CureVac pour accélérer le développement et la production d'un vaccin», a déclaré Ursula von der Leyen. L'enjeu est énorme: CureVac se dit en mesure de lancer les premiers tests cliniques dès juillet et mettre ce vaccin sur le marché à l'automne.

**Coulisses.** L'annonce n'a pas échappé à Donald Trump dont l'objectif est de servir l'Amérique d'abord. Surtout quand il s'agit de sauver des vies! Le président américain n'a eu aucun scrupule à proposer début mars un milliard de dollars pour racheter ce laboratoire privé qui développe depuis janvier ce vaccin contre le Covid-19. L'offre malsaine de Trump a été démentie par Richard Grenell, l'ambassadeur américain à Berlin. Mais il ne s'agit aucunement de rumeurs, de fake news ou «d'exagérations» comme le font croire les sources diplomatiques américaines. «Je ne peux que confirmer ce que plusieurs membres du gouvernement m'ont déjà rapporté. Nous avons évoqué la question au sein de la cellule de crise», a assuré le ministre fédéral de l'Intérieur, Horst Seehofer.

Selon les informations du journal *Die Welt am Sonntag*, Trump a tenté de convaincre l'équipe de scientifiques de déménager aux Etats-Unis. L'objectif du Président étant, au final, d'obtenir ce vaccin «uniquement pour les Etats-Unis». On ignore ce qu'il s'est passé en coulisses. Mais une chose est sûre: l'ancien directeur du laboratoire, l'Américain Daniel Menichella, a rencontré Trump à la Maison Blanche le 3 mars, entouré des membres de la cellule de crise

américaine sur le coronavirus, pour étudier les possibilités d'«accélérer la recherche sur ce vaccin». Trump aurait donc tenté d'amadouer à cette occasion le directeur avec des sommes d'argent importantes pour s'assurer ainsi l'exclusivité du vaccin. Quelques jours après cette visite, Menichella a été suspendu de ses fonctions «jusqu'à nouvel ordre» pour «raisons de santé». Son absence n'a rien à voir avec une infection au Covid-19, assure le laboratoire.

**Artillerie.** L'actionnaire de référence de cette entreprise créée en 2000 et installée à Tübingen dans le Bade-Wurtemberg a dû sortir de son silence pour assurer aux Européens qu'il ne céderait pas ses parts aux Américains. «Il n'est pas imaginable qu'une entreprise allemande développe un vaccin et que les Etats-Unis l'exploitent en exclusivité», a pesté Dieter Hopp, l'une des plus grandes fortunes d'Allemagne. «Cela n'a jamais été une option pour moi», a-t-il ajouté dans une interview à la chaîne Sport 1. Dieter Hopp est fondateur de la société de logiciels SAP et propriétaire de l'équipe de football d'Hoffenheim. Il a confirmé que Trump, avec lequel il n'est jamais entré en contact, avait approché les scientifiques. «[Le président américain] a parlé avec la société et on m'a demandé ce que j'en pensais. Avant même de répondre, je savais qu'il n'en serait jamais question, a-t-il dit. Nous voulons développer ce vaccin pour le monde entier et pas pour quelques Etats.» Merkel et son gouvernement n'ont pas du tout apprécié les avances de Trump alors que le laboratoire travaille étroitement avec l'institut de sciences biomédicales Paul-Ehrlich qui appartient à l'Etat. Berlin a sorti la grosse artillerie avec des déclarations de plusieurs ministres. «Nous sommes déterminés à produire ce vaccin en Allemagne et en Europe», a contré Peter Altmaier, le ministre conservateur (CDU) de l'Economie, qui a promis d'utiliser son droit de veto, autorisé par une loi récente qui permet de retenir en Allemagne les entreprises jugées stratégiques. Ses alliés sociaux-démocrates (SPD) ont fait bloc derrière la chancelière. «On doit tout faire pour empêcher la vente d'un vaccin aux Etats-Unis. Le capitalisme a ses limites», a critiqué le député Karl Lauterbach, porte-parole du SPD pour les questions de santé. «Nous devons combattre ce virus ensemble. Pas comme concurrents», a ajouté Heiko Maas, le ministre fédéral des Affaires étrangères, pour souligner l'égoïsme de Washington.

**STÉPHANE ROLAND**  
Correspondance à Berlin

taire, la vitesse est essentielle. Quand ce nouveau coronavirus a émergé, il n'y avait pas de structure claire au sein de la Maison Blanche pour superviser notre réponse, et nous avons perdu un temps précieux.»

La disponibilité croissante des tests de dépistage explique sans doute en grande partie l'augmentation rapide du nombre de cas aux Etats-Unis, passés en une semaine de 1030 à plus de 5700 (et plus de 90 morts mardi soir). Cette hausse, ainsi que les prédictions alarmantes (et transmises à la Maison Blanche) de chercheurs britanniques, tablant sur la mort de 2,2 millions d'Américains en l'absence de mesures de confinement, ont visiblement convaincu Trump d'opérer un virage à 180 degrés. En l'espace d'une semaine, plusieurs décisions drastiques ont été prises, dont la fermeture des frontières aux Européens (mais pas aux Américains ni aux résidents permanents ayant séjourné en Europe) et la déclaration, vendredi, de l'état d'urgence, un dispositif permettant à l'Etat fédéral de débloquer jusqu'à 50 milliards de dollars pour financer tests de dépistage, équipements médicaux et structures de soins provisoires.

**Ordre dispersé.** Si Trump semble avoir – enfin – pris la mesure du danger, les craintes n'ont pas disparu. D'autant que la Maison Blanche se contente de «recommandations», charge ensuite à chaque Etat, comté ou ville, de décider des mesures à mettre en place. Le pays avance en ordre dispersé: couvre-feu après 18 heures dans le New Jersey, confinement similaire à la France dans la région de San Francisco. Lors d'une conférence téléphonique avec les gouverneurs, lundi, Trump les a exhortés, selon un enregistrement obtenu par le *New York Times*, à «essayer de se procurer [eux] mêmes» des respirateurs et autres équipements médicaux, qui pourraient vite manquer. Selon l'Association des hôpitaux américains, le pays dispose de moins de 100 000 lits de soins intensifs, majoritairement occupés. Le ministère de la Santé estime qu'il en faudrait 200 000 pour faire face à une crise modérée et jusqu'à 2,9 millions en cas de crise aiguë.

Semblant endosser, fait très rare, un costume conventionnel de président rassembleur, Trump a appelé lundi à la mobilisation générale: «Chacun fait ces changements et sacrifices cruciaux, nous nous mobiliserons, en tant que nation, et nous vaincrons le virus.» Sauf qu'à force de minimiser la crise, Trump a fini par convaincre ses partisans, attirant un peu plus la polarisation qui gangrène le pays. Selon un sondage publié mardi par la radio publique NPR, seuls 40 % des républicains considèrent le coronavirus comme une menace réelle, contre 72 % en février. Plus de la moitié d'entre eux pensent au contraire qu'elle est «exagérée». Ils n'étaient que 23 % le mois dernier.

**FREDÉRIC AUTRAN et ISABELLE HANNE** (à New York)

trations républicaines qui, dès janvier 2016, avait annoncé qu'il ne voterait pas pour Trump. En cas de crise majeure, écrivait-il à l'époque, une présidence Trump «pourrait très bien conduire à une catastrophe nationale». Dans un nouveau texte publié il y a quelques jours par *The Atlantic*, Wehner estime que face au coronavirus, Trump a fait preuve d'un «échec massif de leadership», à cause de sa «personnalité massivement déficiente». «Il est tellement impulsif, court-termiste et indiscipliné qu'il est incapable de prévoir et de penser au-delà du moment présent», assène l'auteur.

La gestion chaotique de l'épidémie par l'administration américaine semble, de fait, devoir beaucoup à Trump – à sa défiance vis-à-vis de la science et des experts, à son obsession pour son image et l'état des marchés financiers, et à son goût pour la discorde et le chaos, au sein de son équipe comme entre Améri-

cains. La politisation de l'épidémie par Trump et ses proches (son fils Donald Jr. ayant été jusqu'à accuser les démocrates de vouloir la mort de «millions d'Américains» pour nuire à son père) en est une illustration. Tout comme la guerre de tranchées interne à la Maison Blanche sur la gestion de la crise, racontée lundi par le *New York Times*.

**Virage.** Depuis l'apparition du coronavirus en Chine et la confirmation, le 20 janvier, du premier cas sur le sol américain, les coups se sont multipliés, entraînant un retard considérable dans la prise en charge de l'épidémie. Une partie de ces erreurs tient à la lourdeur des systèmes de santé et politique. Mais d'autres ont découlé de la volonté de Trump de minimiser l'ampleur du phénomène, par crainte d'une débâcle économique susceptible d'entamer ses chances de réélection en novembre. Le cafoillage des tests de

dépistage a constitué la première faille majeure. Les Etats-Unis ont d'abord voulu développer leurs propres kits, plutôt que d'utiliser ceux proposés par l'Organisation mondiale de la santé. Sauf que ces tests développés en interne se sont révélés défectueux, entraînant un retard conséquent et l'impossibilité, pendant de longues semaines, d'avoir une cartographie juste et actualisée de la propagation dans le pays.

**La Maison Blanche se contente de recommandations, charge ensuite à chaque Etat ou ville de décider des mesures à mettre en place.**

Faute de dépistage massif, les chiffres de contamination sont restés relativement bas, alimentant la rhétorique optimiste de Trump. «Ils ont perdu du temps qu'ils ne peuvent pas rattraper. On ne peut pas rattraper six semaines d'aveuglement», résuma début mars dans le *Washington Post* Jeremy Konyndyk, ancien directeur de l'Agence américaine pour le développement international, très impliqué en 2014 dans le combat contre Ebola.

Dans le sillage de cette précédente épidémie, l'administration Obama avait mis en place une équipe chargée de la lutte contre les pandémies au sein du Conseil de sécurité nationale (NSC) de la Maison Blanche. Un an après son arrivée au pouvoir, Trump l'a supprimée. Dans une tribune publiée le 13 mars, Beth Cameron, ancienne cadre de cette cellule, a estimé que sa dissolution est très préjudiciable dans la crise actuelle: «Dans toute crise de sécurité sani-



Donald Trump, à Washington lundi.

PHOTO BRENDAN SMIALOWSKI. AFP



A Kaboul lundi, des bénévoles distribuent des prospectus d'information sur le coronavirus. PHOTO RAHMAT GUL. AP

# Afghanistan: les talibans s'invitent dans la gestion de l'épidémie

**Divisé politiquement, le pays n'est pas en mesure de dépister les cas suspects, notamment en provenance d'Iran. Les insurgés entendent jouer un rôle central dans cette lutte sanitaire.**

C'est une catastrophe sanitaire qui menace un pays perclus par la guerre et plongé dans une profonde crise institutionnelle. Un Etat où deux gouvernements se font concurrence, incapables de gérer une pandémie telle que celle du Covid-19. «*Ça se passe mal, il y a de quoi être inquiet. Hormis quelques personnes éduquées, les gens n'ont pas pris la mesure de la menace. Les réflexes de protection ne sont pas là. Il y a toujours autant de monde dans les rues et les magasins. Et les mosquées ne sont pas fermées*», explique un des conseillers du président afghan, Ashraf Ghani.

## Procédure basique

Officiellement, seuls 21 cas du nouveau coronavirus ont été détectés en Afghanistan. Mais le chiffre ne veut rien dire: «*Il n'y a que 250 tests qui ont été effectués. Les hôpitaux ne sont pas équipés et on est incapables d'effectuer des tests post-mortem*», poursuit le conseiller. Parmi les cas positifs, une majorité vient de Herat, dans l'ouest du pays. Le constat est d'autant plus inquiétant que la province est frontalière de l'Iran, l'un des pays les plus touchés par la pandémie avec 988 morts, selon un dernier bilan des autorités. Près d'un million d'Afghans y sont enregistrés comme réfugiés, selon l'ONU. Les autres, souvent employés sur des chantiers, sont clandestins. Le franchissement de la frontière, légalement ou non, n'est pas un problème.

Celle-ci est aujourd'hui toujours ouverte. Près de 70 000 Afghans l'ont franchie pour rentrer dans leur pays au cours des vingt derniers jours, selon un responsable interrogé par l'AFP. Ils ne fuyaient pas que le risque de contamination, mais aussi l'économie exsangue et la monnaie dévaluée de l'Iran. La procédure mise en place par le gouvernement lorsqu'ils arrivent est basique: quelques questions et un contrôle de la température. Les cas suspects sont placés en quarantaine. Lundi, 37 d'entre eux, dont au moins deux positifs, se sont échappés d'un hôpital de Herat. Ils ont fui, «*aidés par des proches, après avoir frappé les docteurs et cassé les fenêtres*», a raconté Wahidullah Mayar, le porte-parole du ministère de la Santé. «*Ils s'impatientaient, car les résultats de leurs tests n'étaient toujours pas arrivés de Kaboul après plus de cinq jours*», a déclaré Ebrahim Mohammad, cadre de la santé publique de Herat.

La menace pandémique tombe d'autant plus mal que le pays est plongé dans une crise politique majeure. Le président sortant, Ashraf Ghani, a été réélu lors de l'élection de septembre. Les résultats, publiés avec trois mois de retard, le placent en tête, avec un peu plus de 50% des voix. Mais son rival, et chef de l'exécutif depuis cinq ans, Abdullah Abdullah, a refusé de reconnaître sa défaite et a formé son propre gouvernement. Les deux ont organisé leur propre cérémonie d'investiture. C'est pourtant Ghani, dont la victoire a été reconnue par la communauté internationale, qui est officiellement aux commandes. Face au risque de propagation du coronavirus, il a décidé de fermer écoles, universités et *wedding halls*, ces immenses salles où peuvent se presser plusieurs centaines d'invités à un mariage. Il a aussi débloqué 25 millions de dollars (22,7 millions d'euros) d'aide d'urgence pour lutter con-

tre le virus, en majorité pour la province de Herat. Il vient enfin d'annoncer la livraison de 25 000 tonnes de blé pour les plus pauvres, et commandé 75 000 autres tonnes à l'Inde, pour lutter contre l'explosion des prix. Ceux de la farine ont été multipliés par plus de deux ces dernières semaines. Le tarif de la bouteille de gel hydroalcoolique est, lui, passé de 150 afghans (1,80 euro) à 450 (5,40 euros). Des prix inabordable pour la majeure partie de la population.

## Calendrier de retrait

Les marges de manœuvre de Ghani sont d'autant plus minces que les forces gouvernementales contrôlent moins de la moitié du pays. Le reste est géré, y compris pour la santé, les impôts et la justice, par les talibans. Lundi, leur porte-parole basé au Qatar, Suhail Shaheen, a assuré sur Twitter que «*la commission de santé de l'Etat islamique [le nom officiel des talibans, ndr] était prête à coopérer et à se coordonner avec les organisations de santé internationales et l'OMS pour combattre le coronavirus*». La déclaration marque le rôle central que se donnent les talibans depuis qu'ils ont signé le 29 février un accord avec les Etats-Unis. Après un an et demi de discussions, Washington a accepté un calendrier de retrait de ses soldats en échange de l'assurance que l'Afghanistan ne devienne pas un sanctuaire pour des groupes jihadistes qui voudraient attaquer les Etats-Unis ou leurs alliés. Des négociations entre talibans et représentants du pouvoir afghan auraient dû débuter le 10 mars. Mais les insurgés refusent d'y participer tant que Kaboul ne libérera pas 5 000 de leurs prisonniers. Ghani a tenté de négocier, acceptant d'en relâcher 1 500 contre l'ouverture de discussions et d'une diminution des attaques. Les talibans ont refusé.

LUC MATHIEU

## LES FAITS DU JOUR

■ **En Italie**, qui comptait mardi soir 31 506 cas positifs et 2 503 morts à cause du coronavirus, le gouvernement a annoncé l'arrivée dans les hôpitaux de 10 000 étudiants en dernière année de médecine dispensés de l'examen final pour combattre l'épidémie.

■ **En Espagne**, où les frontières terrestres sont désormais coupées, 182 morts et près de 2 000 nouveaux cas ont été recensés en une journée.

■ **En Pologne**, tout le gouvernement s'est placé en quarantaine après que le ministre de l'Environnement a été testé positif au coronavirus.

■ Des bouchons de plusieurs kilomètres se sont formés à la frontière entre l'**Autriche** et la **Hongrie**. Budapest a fermé ses frontières terrestres et refusait la traversée du pays à plusieurs centaines de Bulgares et de Roumains qui tentaient de rentrer chez eux. Un accord a finalement été trouvé pour qu'ils traversent dans la nuit.

■ **En Grèce**, des mesures de confinement spécifiques pour les camps de migrants ont été mises en place. Seuls les personnels des centres d'hébergement pourront y entrer et les migrants ne pourront pas en sortir, sauf en cas d'urgence.

■ **En Belgique**, la chaîne de supermarchés Delhaize donne la priorité aux plus de 65 ans entre 8 heures et 9 heures du matin pour tenter de protéger ces personnes à risque. Des initiatives similaires existent aussi en **Australie**.

■ **En Macédoine du Nord** (18 cas confirmés), les législatives qui devaient se tenir le 12 avril ont été repoussées.

■ **Au Danemark**, même les dentistes ferment leurs portes. Il ne sera plus possible de prendre rendez-vous avant le 30 juin, sauf en cas d'urgence et à condition de ne présenter aucun symptôme.

■ **L'Algérie** a fermé mosquées et autres lieux de cultes et interdit les prières collectives pour limiter la propagation, alors que le pays compte 60 cas et 5 morts.

■ **Au Brésil**, l'état d'urgence a été déclaré dans les provinces de São Paulo et Rio de Janeiro, après une première mort. Les habitants sont incités à rester chez eux, les transports en commun ne fonctionneront qu'à 50% de leur capacité, et les restaurants à 30%.

■ **En Israël**, les services de sécurité intérieure sont autorisés à collecter des données sur les citoyens, notamment leur localisation présente et passée via les opérateurs de téléphonie.

■ **L'Euro de foot** (lire notre article sur *Libération.fr*) qui devait se tenir cet été dans 12 pays du continent a été reporté à 2021, tout comme la **Copa America** qui devait se jouer en Argentine et en Colombie. Le tournoi de tennis de **Roland-Garros** se déroulera, lui, en septembre plutôt qu'en mai-juin.

**Répertoire**  
 repertoire-libe@teamedia.fr  
 01 87 39 80 20

**ANTIQUITÉS/  
 BROCANTES**

**Achète  
 tableaux  
 anciens**

**XIX<sup>e</sup> et Moderne  
 avant 1960**

Tous sujets, école de Barbizon, orientaliste, vue de Venise, marine, chasse, peintures de genre, peintres français & étrangers (russe, grec, américains...), ancien atelier de peintre décédé, bronzes...

**Estimation gratuite**  
 EXPERT MEMBRE DE LA CECO A  
 V.MARILLIER@WANADOO.FR  
**06 07 03 23 16**

La reproduction de nos petites annonces est interdite

**Vous voulez passer une annonce dans**



**Vous avez accès à internet ?**

**Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne**

<http://petites-annonces.liberation.fr>

**Libération**

**ABONNEZ-VOUS**

**Offre intégrale 34,90€ par mois**

Soit plus de 97% de réduction par rapport au prix de vente en kiosque. Offre à durée limitée sans engagement valable jusqu'au 31.12.2020.



A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, service abonnement, 2 rue du Général Alain de Boissieu 75015 Paris. Offre réservée aux particuliers.

**Oui, je m'abonne à l'offre intégrale Libération.** AUTLIB20

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage<sup>1)</sup> l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] Ville \_\_\_\_\_ N° de téléphone [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

E-mail \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur liberation.fr)

**Règlement par carte bancaire.** Je serai prélevé de **34,90€ par mois** (au lieu de 56€, prix au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

Carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Expire le \_\_\_\_\_ mois \_\_\_\_\_ année

Signature obligatoire: \_\_\_\_\_

**Règlement par chèque.** Je paie en une seule fois par **chèque de 384€** pour un an d'abonnement (au lieu de 664€, prix au numéro).

1) Cette offre est valable jusqu'au 31/12/20 en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur avant 8h dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations requises sont nécessaires à Libération pour la mise en place et la gestion de l'abonnement. Elles pourront être cédées à des Partenaires commerciaux pour une finalité de prospection commerciale sauf si vous cochez la case ci-contre [ ]. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un courrier à Libération - 4 rue de Mouchy - 60438 NOAILLES cedex. Pour en savoir plus sur les données personnelles, rendez-vous sur <http://bit.ly/LibCGV>

**Libération**

www.liberation.fr  
 2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris  
 tél. : 01 87 25 95 00

**Edité par la SARL Libération**  
 SARL au capital de 15 560 250 €  
 2, rue du Général Alain de Boissieu CS 41717  
 75741 Paris Cedex 15  
 RCS Paris : 382.028.199

**Principal actionnaire**  
 SFR Presse

**Cogérants**  
 Laurent Joffrin,  
 Clément Delpeiro

**Directeur de la publication et de la rédaction**  
 Laurent Joffrin

**Directeur délégué de la rédaction**  
 Paul Quinio

**Directeurs adjoints de la rédaction**  
 Stéphanie Aubert,  
 Christophe Israël,  
 Alexandra Schwartzbrod

**Rédacteurs en chef**  
 Michel Becquembourg (édition),  
 Christophe Boulard (technique),  
 Sabrina Champenois (société),  
 Guillaume Launay (web)

**Directeur artistique**  
 Nicolas Valoteau

**Rédacteurs en chef adjoints**  
 Jonathan Bouchet-Petersen (France),  
 Lionel Charrier (photo),  
 Cécile Daumas (idées),  
 Vittorio De Filippis (monde),  
 Gilles Diers (web),  
 Fabrice Drouzy (spéciaux),  
 Matthieu Ecoiffier (web),  
 Christian Losson (enquêtes),  
 Catherine Mallaval (société),  
 Didier Péron (culture),  
 Sibylle Vincendon (société)

**ABONNEMENTS**  
 abonnements.liberation.fr  
 sceabo@liberation.fr  
 tarif abonnement 1 an  
 France métropolitaine: 384€  
 tél. : 01 55 56 71 40

**PUBLICITÉ**  
**Altice Media Publicité - Libération**  
 2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris  
 tél. : 01 87 25 85 00

**PETITES ANNONCES CARNET**  
**Team Media**  
 10, bd de Grenelle CS 10817  
 75738 Paris Cedex 15  
 tél. : 01 87 39 84 00  
 hpiat@teamedia.fr

**IMPRESSION**  
 Midi Print (Gallargues),  
 POP (La Courneuve),  
 Nancy Print (Jarville),  
 CIL (Nantes)

**Imprimé en France**  
 Membre de OJD-Diffusion  
 Contrôle. CPPAP : 1120 C  
 80064. ISSN 0335-1793.  
**Origine du papier :** France

**DIFFUSION**

**Taux de fibres recyclées :**  
 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen  
 N° FI/37/01

**Indicateur d'eutrophisation :**  
 PTot 0.009 kg/t de papier

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.

Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prenom.nom@liberation.fr



**ON S'EN GRILLE UNE ?**

Par **GAËTAN GORON**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

**Grille n° 1473**  
**HORIZONTALLEMENT**  
**I.** Comme un charme **II.** Noël 1989 ne fut pas son préféré **III.** Base de latex # Ingrédient de la rouille **IV.** L'Afrique du Sud aux JO # ... d'être fidèles à ce rendez-vous quotidien **V.** Relatif à un fruit en grappe # On peut y prendre des décisions **VI.** Plus, c'est pas possible # Jeu de cartes aux limousines origines **VII.** Mot fléché avec son voisin # Quatre lettres de leur début **VIII.** Mieux vaut ne pas l'aborder # Sa peau fait le conte **IX.** Vallée d'Ethiopie # Il dort la journée à côté du genou, près d'un joujou **X.** Dangers au volant **XI.** Solide au lieu d'être liquide

**VERTICALEMENT**  
**1.** Qui ne peut en voir de toutes les couleurs **2.** Bouts de bois par un bois fendus # Cépège du midi **3.** Ville du Jura tout le temps en travaux # Pour les sportifs, c'est un modèle suédois **4.** Paix au prix fort # Boîte de chips # Deux parmi quatre **5.** Volcan japonais sur lequel Amélie Nothomb cherche *les Myrtilles* # Pas dia **6.** Avant CM # Quand la situation de Napoléon empire, elle est celle qui lui reste # Boîte informatique **7.** Fort boiar # On en tire **8.** Productrices de gomme en Guyane # Moment présents **9.** Comme suite

**Solutions de la grille précédente**  
**HZ. I.** SIALOGÈNE. **II.** UKRAINIEN. **III.** PÉONS. **RMC. IV.** EAU. **OBÈRE. V.** ERNE. **ON. VI.** METH. **LADS. VII.** AX. **ÉDAM. VIII.** RÂLAI. **ABU. IX.** CMU. **ACTES. X.** HÉMOPHILE. **XI.** ENAMOURÉS.  
**VT. 1.** SUPERMARCHÉ. **2.** IKEA. **EXAMEN. 3.** AROUET. **LUMA. 4.** LAN. **RHÉA. OM. 5.** OISON. **DIAPO. 6.** GN. **BÉLA. CHU. 7.** EIRE. **AMATIR. 8.** NEMROD. **BÈLE. 9.** ENCENSEUSES. **g.goron@libe.fr**

**SUDOKU 4226 MOYEN**

4	8	9		3				
8	9	3	7	2	1	4		
3	7				2	1		
	1	5		3	7			
6	2					9	8	
4							7	
	3	7	6	4	5	9	8	
9	6			8			5	3

**SUDOKU 4226 DIFFICILE**

6	7			2	3			
3					4			
4		2	3			1		
	6	1	4					
		6	2	4				
	3	9	5					
3		9	4	7		6	5	
	5					2		
1	4				7	9	8	

**SUDOKU 4225 MOYEN**

2	3	7	8	9	1	5	4	6
8	4	6	2	7	5	3	9	1
9	5	1	4	3	6	7	2	8
3	6	4	1	5	7	2	8	9
1	7	8	9	2	3	4	6	5
5	9	2	6	8	4	1	7	3
4	1	3	7	6	9	8	5	2
6	8	5	3	4	2	9	1	7
7	2	9	5	1	8	6	3	4

**SUDOKU 4225 DIFFICILE**

8	1	2	3	5	4	9	6	7
6	3	4	2	7	9	8	1	5
9	7	5	1	6	8	3	2	4
5	4	3	6	2	1	7	8	9
7	2	6	8	9	3	5	4	1
1	8	9	5	4	7	2	3	6
4	9	8	7	1	2	6	5	3
3	5	7	4	8	6	1	9	2
2	6	1	9	3	5	4	7	8

Solutions des grilles d'hier



Dans les rues de Paris, lundi. PHOTO CYRIL ZANNETTACCI VU

# Mais délivrez-nous de la peur !

**Face au coronavirus, nous voici tout nus, sans vaccins ni traitements. Des mots qu'on croyait bannis du vocabulaire médical et politique, comme «quarantaine», refont surface. Et des peurs encore plus anciennes réapparaissent.**

**S**amedi 14 mars. J'ai peur, j'ai peur, Saïd, brocanteur sur un marché parisien, répète désespérément ces mots. De quoi a-t-il peur au juste ? Du virus couronné qui menace la planète, dit-il. Pourtant le marché est à moitié vide, les vendeurs se sont faits rares et les clients plus encore. Il devra payer le placier au mois échu, mais ce n'est pas son souci principal. Pourquoi cette peur viscérale ? L'inscription d'une peur préhistorique serait-elle logée au creux de son hippocampe, une structure profonde dans le cerveau que nous partageons avec beaucoup d'espèces et dans laquelle les neurologues voient un centre des émotions vitales, celles de l'homme des cavernes comme du citoyen d'aujourd'hui ? Les médias distillent depuis un mois les informations les plus complètes possible sur ce petit virus et sa composition génique. Nous savons qu'il porte une couronne, des spicules qui le hérissent à la surface et lui permettent de se fixer dans les cellules pulmonaires. Nous savons tout ou presque de lui mais sans certitude sur le moment où il prendra congé, et quand, ce qui est possi-

ble, il reviendra nous visiter, ayant pris goût à la chair humaine. Le désespoir nous ronge de ne pas posséder toute l'information à laquelle on pouvait prétendre en 2020, et d'être tout nus, sans vaccins ni traitements prêts à l'emploi ! Les opposants au vaccin, même les irréductibles, se sont tus, apparemment prêts à composer avec leurs craintes, il est vrai que cette fois il ne s'agit plus d'enfants exposés au risque d'autisme, mais d'adultes qui devraient être, comme on dit, majeurs et vaccinés. Pourquoi cette peur ? Sans doute l'idée de protection de la santé faisait-elle désormais partie de notre outillage mental : un système de soins qui marche à peu près, des vaccins pour ceux qui y croient, des traitements pour la plupart des maladies, etc. On est allés un temps jusqu'à caresser l'idée de se reposer sur une immunité naturelle, allant de soi pour nos enfants choyés et bien nourris, en tout cas en Europe. Comme Adam et Eve nous sommes chassés du Paradis terrestre de la sécurité sanitaire. Le virus avec sa longue queue d'ARN (acide ribonucléique) rappelle le ser-

pent de l'Apocalypse, qui crachait du feu et de la fumée pour asphyxier les peuples. Et nous voici, au lieu d'assister d'un balcon européen aux tourments de l'Afrique et de l'Asie, projetés tout d'un coup sur la scène. Mais d'où vient le mal ? Il nous faut un coupable.

**Le coronavirus ou la colère de Dieu**  
En 1630, la peste se déclare à Milan. Les habitants appréhendent un huissier, qui va de maison en maison, et l'accusent d'ouvrir les murs. Il nie tout mordicus, mais sous la torture finit par dénoncer un barbier. Dans l'officine de ce dernier on dénicha de multiples flacons et surtout un peu de moisissure au fond d'une marmite. Lui aussi finit par avouer de guerre lasse : la commande d'empoisonnement vient de haut, d'un grand personnage qui, opportunément, s'est réfugié chez le pape, il survivra tandis que ses complices présumés sont exécutés. Le chroniqueur de l'épidémie n'est pas dupe quand l'erreur est manifeste, mais il se borne à rapporter les faits et à invoquer la sagesse des autorités. ●●●

## IDÉES/



## HISTORIQUES

Par  
**GUILLAUME LACHENAL**  
Historien des sciences, professeur à Sciences-Po

## Cure de silence

**Face au coronavirus, nous aurions à peu près tous gagné à nous taire et à respecter une «cure de silence» comme on l'imposait aux tuberculeux, lors de notre dernière grande expérience historique du confinement**

Quelqu'un a déjà dû faire la remarque, mais la première chose qu'il aurait fallu fermer, à part les frontières, les écoles et les boîtes de nuit, ce sont nos bouches. Il aurait fallu ajouter un autre pictogramme sur les affiches : se laver les mains, tousser dans son coude, et tourner sept fois sa langue avant de parler. On aurait à peu près tous gagné à se taire, à ne pas épaissir l'archive future des pronostics ratés : la petite grippe, la Chine si lointaine, l'Italie si proche, la bise héroïque, #Jesuisenterrasse. L'histoire est un immense bavardage, la bêtise est

démocratique et la stochastique de l'épidémie nous offre à tous, experts ou profanes, une chance égale de voir juste avant tout le monde ou d'avoir tort pour l'éternité. Le coronavirus joue aux quilles avec les petits et grands de ce monde, et l'ensorcellement est complet, puisqu'on ne peut plus parler que de lui et qu'on est à peu près sûr de se tromper. L'histoire des épidémies, pourtant, offre aussi des leçons de silence. La tuberculose, on le sait, fut notre dernière grande expérience historique du confinement, voire de la séquestration médicale forcée. La

thérapie de la «peste blanche» passait jusqu'aux années 50 par l'internement contraint de milliers de malades dans des sanatoriums de montagne, tenus à l'écart pour des mois ou des années de repos, de soleil, de nourriture abondante et d'air sec et frais. Ce n'est sans doute pas par hasard que les protocoles thérapeutiques donnaient alors un rôle essentiel à la «cure de silence». A Saint-Hilaire-du-Touvet, au-dessus de Grenoble, les malades du Sanatorium des étudiants vivaient au rythme des sonneries qui annonçaient les repas et les «cures de repos et de silence» de plusieurs heures, chacun allongé sur sa chaise longue, sous les yeux d'une surveillante qui faisait les cent pas.

En août 1943, le jeune Roland Barthes doit y subir trois mois de cure de «déclive», immobilisation et silence absolus, les pieds maintenus au-dessus de la tête. «*Les mouvements permis*, rapporte Marie Gil dans sa biographie, *sont limités aux quelques mouvements des avant-bras nécessaires pour [...] tourner les pages d'un livre.*» Barthes y apprendra l'écriture, l'amour et le deuil. Il se souviendra du temps interminable de la tuberculose, déroulé le long de courbes de température notées jour après jour, sur des mètres de papier, «*façon-farce d'écrire son corps dans le temps*»; il unissait les reclus, les projetant «*dans une petite société*

*ethnographique qui tenait de la peuplade, du couvent, du phalantère*» (Roland Barthes par Roland Barthes, 1975). Puis la révolution des antibiotiques fera disparaître les bacilles, renverra les patients chez eux et les cures de silence aux oubliettes de l'histoire. Les sanas deviendront des villages vacances, des centres de réhabilitation pour accidentés de la route, et enfin de belles ruines à flanc de coteaux pour amateurs bruyants de *free parties*, d'urbex et de paintball. Si on ne les avait pas rasés, on aurait pu en faire des centres de quarantaine.

Et comme tout le monde aujourd'hui lit Camus, il faut remarquer que lui aussi passa plusieurs mois en sanatorium à Leysin, dans le massif du Mont-Blanc. Et que l'une des scènes les plus belles de *la Peste*, la baignade de Rieux et Tarrou, ne bruisse, elle non plus, d'aucune voix humaine. Phrases courtes, sensations, contrastes, c'est un fragment que les profs de français adorent. Je me souviens l'avoir fait en dictée au collège, puis, plus tard, en commentaire composé.

Je me demande aujourd'hui si ce n'était pas un petit ensorcellement, un pétard à mèche lente, comme toutes les belles lectures, un petit caillou blanc déposé pour nous aider à trouver notre chemin, un jour de pandémie future. «*Ils se déshabillèrent.*» J'entends la voix

de la prof de troisième, qui devait la connaître par cœur. «*Rieux plonge le premier. Froides d'abord, les eaux lui parurent tièdes quand il remonta.*» Je n'ai pas lu les corrigés tout faits que les élèves de première peuvent télécharger sur Internet, mais la baignade dans la nuit d'Oran est une respiration, la parenthèse ou la pause dont nous rêvons tous aujourd'hui. Rieux et Tarrou nagent «*sans rien dire*», écoutent la mer et leurs respirations, «*solitaires, libérés enfin de la ville et de la peste*». «*Habillés de nouveau, ils repartièrent sans avoir prononcé un mot. [...] Rieux savait que Tarrou se disait, comme lui, que la maladie venait de les oublier, que cela était bien, et qu'il fallait maintenant recommencer.*»

L'épidémie demande toute notre attention, recommencée chaque jour pour quelques semaines encore; et certainement pas le panache débile des gens qui n'ont pas peur – cet «*héroïsme sans objet*» des boy-scouts de la France gauloise qui irritait tant Barthes. Car c'est l'épidémie qui doit nous oublier. La délicatesse et la discrétion, vertus de tuberculeux et de mélancoliques, seront nos meilleures armes. ◀

Cette chronique est assurée en alternance par Manon Pignot, Guillaume Lachenal, Clyde Marlo-Plumauzille et Johann Chapoutot.

●●● Où chercher les coupables ? En 2020, l'identification ou la «traque du patient zéro» a parfois confondu enquête sur la transmission et extirpation du foyer initial. En fait, depuis une bonne vingtaine d'années, les coronavirus sont une famille bien connue sous nos climats des vétérinaires, ils atteignent principalement les jeunes dans les élevages, mais le flou demeure sur les circonstances de leur échappée vers les humains, peut-être à partir des chauves-souris et des pangolins en Chine. Il est peu de récits des épidémies du passé qui n'évoquent la colère de Dieu, lassé par les péchés des hommes. Notre génération aurait bien encouru une vengeance, mais c'est celle de la Nature mise à mal par ses occupants (1).

## Les recours contre la peur

Dimanche matin, on est sortis des demi-mesures, la quarantaine est annoncée. Dans la tourmente, deux puissances tutélaires : l'Etat qui promet d'aider chaque citoyen dans la crise économique aggravée par la quarantaine, et les médecins qui vont faire leur devoir. Quarantaine, le mot avait été plus ou moins banni du vocabulaire médical et politique. Le terme est remis à l'honneur pour désigner moins l'enfermement temporaire de malades et leurs contacts qu'un

gel sur place d'une partie de la population. Le plan de la grippe, plusieurs fois révisé après 2009, qui jusqu'à présent constituait la référence implicite de la mobilisation du pays en cas d'invasion virale, prévoyait d'identifier et de protéger les organes vitaux de la nation, en premier lieu le Président, malgré l'avertissement du poète Malherbe : «*Et le garde qui veille aux barrières du Louvre / N'en défend point les Rois.*» Le corona aura ainsi marqué le retour en grâce de l'Etat-providence, attentif à la précarité des siens, qui promet quasiment

**Comme Adam et Eve nous sommes chassés du Paradis terrestre de la sécurité sanitaire. Et nous voici, au lieu d'assister d'un balcon européen aux tourments de l'Afrique et de l'Asie, projetés tout d'un coup sur la scène. Mais d'où vient le mal ?**

une aide au cas par cas pour les difficultés de trésorerie. Les médecins sont aussi convoqués en première ligne comme des acteurs majeurs dont le chef de l'Etat attend les conseils. On leur rend toutes les vertus, alors qu'on les croyait démotivés et en passe de vendre leur âme au privé. Après le sida, allons-nous accueillir le corona réformateur, et que sera la société repentaente de l'après-corona ? Le moment ne serait-il pas venu, comme il en court le soupçon, d'expérimenter une société future de télétravail et de robots, bref de sujets dociles aux consignes, au terme d'un progrès technique dont on a vu d'autres exemples au cours de l'histoire ?

Alors que le stade 3 de l'épidémie n'était pas encore officiel, le directeur de la santé, Jérôme Salomon, avait tracé un plan où chacun avait sa place, en particulier les citoyens exhortés à agir de façon responsable en limitant leurs contacts. On était proches de l'utopie, mais aussi de quelque chose qui ressemblait à une démocratie sanitaire.

La quarantaine est passée au nom de l'Union sacrée, au risque de voir se multiplier les résistances et les transgressions, voire les dénonciations. Était-ce une fatalité ? Nous étions sur le point d'embarquer pour un pays plus vertueux et solidaire, mais le dogme de la protection absolue par

la contrainte à l'intérieur des frontières a prévalu. Chaque nation s'est claquemurée, Trump parade dans un pays où la moitié des habitants n'a pas de couverture maladie. Tous oublient l'avertissement lancé par le poète contemporain de Shakespeare, l'Anglais John Donne, dans ses *Méditations en temps de crise* (viral !), repris par Hemingway : «*Aucun homme n'est une île, c'est pourquoi ne demande pas pour qui sonne le glas, il sonne pour toi.*» ▶

(1) Sonia Shah : «*La pandémie au secours de l'écologie*», *le Monde diplomatique* (2020).

Par  
**ANNE-MARIE MOULIN**



HERVÉ LE TREUT

Médecin et philosophe, spécialisée en médecine tropicale. Directrice de recherche émérite au CNRS, professeure associée à l'université Senghor d'Alexandrie, département santé.

# IDÉES/

## A qui avez-vous pensé lundi 16 mars à 20 heures ?

**Lors de l'annonce du confinement, nous avons tous ressenti de l'inquiétude pour nos proches les plus fragiles. Comme lors de chaque événement majeur, de chaque rupture. Puis il nous faut de l'invention pour nous relier de nouveau les uns aux autres.**

Il y a déjà eu d'autres événements depuis le samedi 14 mars en France et la fermeture des espaces publics (non indispensables), en particulier l'annonce du confinement lundi soir, mais tous produiront le même effet immédiat qui est une clé de tous les autres : nous penserons à quelques-unes et à quelques-uns, à certaines et à certains. On pourrait s'en étonner. Est-ce

parce que nous sommes incorrigibles, des citoyens indisciplinés ou d'égoïstes individus ? Ou est-ce plus profond et révélateur, au point que l'on y retrouve non seulement tous les cercles et toutes les conditions de notre vie humaine, mais tout le sens de l'événement, comme sur une table d'orientation, pour dépasser la sidération ? C'est ce qu'il nous semble.

L'ŒIL DE WILLEM



Certes, c'est l'inquiétude qui viendra en premier, et comme un arrachement. Camus en avait fait très explicitement la clé de *la Peste*, et de ses reclus qui en souffrent plus encore que de la maladie s'il se peut puisqu'il les appelle d'emblée «*les séparés*». Et c'était le penseur et l'auteur de *l'Exil et le Royaume*. Mais même avec les proches à qui nous pensons avec inquiétude vitale, pour toutes les raisons qui peuvent survenir, cela va toujours plus loin, dans le sens de la relation et de l'action. Nous les imaginons aussi avec leur manière de faire et de vivre, leur style, face aux mesures qui sont prises, et même le plus anodin reprend un sens profond. Comment boira-t-il, ou elle, ce «*dernier*» verre dans cette soirée singulière ? Comment fera-t-il ou elle pour franchir telle ou telle frontière d'un monde en état d'urgence où chacun redécouvre ce que d'autres vivaient déjà, des «*barrières*» qui ne seront pas seulement bienveillantes. Tout se tient. Mais nos pensées ne sont pas seulement passives ou anxieuses. Il y a aussi de la singularité et de l'invention dans l'air, lorsque les relations sont interrompues, et c'est la source de leur continuation, de leur maintien, et de leur reprise, qui est non seulement possible, mais vitale, même si le choc est violent.

Puis vient le cercle de la responsabilité, Kierkegaard aurait dit le stade éthique et son «*sérieux*», celui même de «*la vie*». Il inclut les proches à nouveau sous un autre regard, mais va au-delà, à la fois vers le soin et la cité. Plus encore, chacune et chacun est non seulement une citoyenne ou un citoyen mais, soi-même, une cité. Chacune et chacun prend des mesures et assume son rôle dans ce que les anciens appelaient sa propre «*Sparte*», comme la ville. Chacun sa Sparte, disaient-ils. Cités dans la cité, nous redécouvrons toutes les faces du civisme et là

aussi pas seulement enjoint, mais agi. Toute fonction redevient ce qu'elle est mais que tant oublie, et sans jeu de mots : une fonction publique. Exerçons-la, quelle qu'elle soit, là où nous sommes, car c'est le pilier du monde. Et là aussi nous aurons des pensées reliées, avec un monde de visages et de voix, et tant de réactions et d'actions, si différentes et des repères à tracer, à respecter, parfois à discuter et à critiquer, car il faut maintenir aussi le débat.

Mais enfin, jusque dans l'état le plus vaste du monde nous «*personnalisons*». Car tel acte même cosmopolitique dans sa portée prend un visage singulier parfois obsédant pour le meilleur et pour le pire. Lorsque Trump, en rompant ses liens avec l'Europe, parle d'un virus «*étranger*», il condense tragiquement tous les dangers et toutes les haines du moment et, heureusement en un sens, notre sidération se mue en colère et retrouve de la voix. C'est par des anecdotes que les enjeux politiques reviennent à l'esprit comme le sang revient – tout rouge – au visage. Une au hasard. Au retour du premier tour des municipales une voisine et ancienne amie devenue complotiste, nous le savions, nous lance d'un air entendu : «*Alors vous avez pu constater par vous-même...*» Phrase qui n'a l'air de rien, mais qui sous-entend tout. Sur le mode : «*Vous ne me croyiez pas, mais maintenant vous allez voir...*» Alors bien sûr tous les dangers sont encore là, mais il ne faut pas y céder et il faudra reprendre les discussions, les distinctions, les institutions, les avancées, les critiques, sur chaque point et sur tous. Ne pas laisser tout confondre, car ce serait la double peine, qui nous menace toujours. Une suffit. Pour y répondre, pour s'orienter nous avons une piste peut-être. Assumer les indices que nous donnent nos pensées fausement chaotiques, celles qui surgissent en nous malgré nous, et sur lesquelles il faut tenter de mettre des mots (car, osérons-nous, elles nous indiquent de vrais maux, et en recèlent aussi, contre lesquels il faut lutter). Cela reprendra, à chaque événement majeur, et il y en aura, qui couperont à nouveau les liens, et les temps ; mais il faudra reprendre ces liens, au jour le jour, et en temps réel ; car tout cela est uni dans les ruptures mais aussi dans les retours. ◀

Par  
**FRÉDÉRIC  
WORMS**



Professeur de philosophie à l'École normale supérieure

# Tirer vraiment les leçons de la crise sanitaire

**La pandémie de coronavirus est un coup de semonce. La reconversion écologique de nos sociétés est un impératif absolu. Il faut changer de modèle de développement économique, en mettant en œuvre une politique d'investissement massif dans la transition écologique et en prônant une éthique de la modération.**

Dans son discours de jeudi dernier, le président de la République a indiqué qu'il « nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies » et que « les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture ». C'est dès maintenant qu'il nous faut les tirer.

D'abord, en traduisant dans les faits la reconnaissance, pour l'instant abstraite, que le président de la République a bien voulu, enfin, accorder aux soignants. Puisqu'ils sont héroïques, marquons leur notre soutien en accédant immédiatement aux légitimes revendications qu'ils portent depuis plus d'un an et auxquelles personne, ni au gouvernement ni à la présidence, n'avait jusque-là accordé l'attention qu'elles méritent. Augmentons rapidement le nombre de lits disponibles, pour aujourd'hui et pour les années à venir. Et puisqu'il n'est nul besoin, semble-t-il, de consulter le Parlement pour prendre les décisions importantes, comme le montrent les récentes mesures de confinement, accordons immédiatement une rallonge budgétaire et une augmentation forte de l'Ondam (objectif national des dépenses d'assurance maladie) qui marquera dans les faits l'engagement de la nation pour son hôpital public. Mais il y a bien d'autres leçons à tirer. Depuis des décennies, nos services publics sont abîmés, dégradés, brocardés. Les fonctionnaires sont moqués, traités de privilégiés. L'idéologie sous-jacente du consensus de Washington n'a cessé de répandre son venin, en faisant passer les fonctionnaires pour des promoteurs de leurs seuls intérêts et le marché pour l'unique institution capable d'allouer les ressources. Mais c'est toujours l'Etat qui vole au secours des banques, *too big to fail*. Ce sont toujours les services publics et leurs agents qui sont en première ligne lorsque les crises arrivent. Nous devons cesser de les démanteler, ce sont nos biens communs.

Nous devons, nous suggère le Président, changer de modèle de

développement. Mais oui ! Depuis des décennies, des centaines de chercheurs le réclament. Nous avons montré que nous devions bifurquer radicalement, rompre avec le productivisme et le consumérisme, mettre en œuvre une double politique d'investissement massif dans la transition écologique et de sobriété, sans laquelle nous ne parviendrons pas à stopper l'emballage climatique. Nous devons adopter d'urgence d'autres indicateurs de référence : relativiser l'usage du PIB et adopter des indicateurs physico-sociaux capables de nous informer sur les patrimoines critiques et sur ce qui compte vraiment pour sauvegarder le caractère habitable de notre planète. Ce n'est plus le PIB, mais l'empreinte carbone et un indice de santé sociale ou encore les neuf limites planétaires de Rockström (1) qui doivent devenir nos boussoles, nos guides pour l'action. Ni le PIB ni la croissance ne doivent plus nous servir de référence, pas plus que la dette ou les 3%. Ce sont des tigres de papier qui ne pèsent rien à côté de notre survie « dans des conditions authentiquement humaines ». Nous devons inventer et construire une société postcroissance. Cette crise sanitaire est un coup de semonce. Elle met en

**Depuis des décennies nos services publics sont abîmés, dégradés, brocardés. Mais c'est toujours l'Etat qui vole au secours des banques, «too big to fail». Ce sont toujours les services publics et leurs agents qui sont en première ligne lorsque les crises arrivent.**

évidence l'extrême fragilité des arrangements humains mais aussi l'ampleur de l'impréparation dans laquelle se trouvent nos sociétés. Le coronavirus n'est rien à côté des événements qui s'abattront sur nous à mesure que la crise écologique déroulera implacablement ses conséquences. Tempêtes, cyclones, assèchement, étouffement, montée des eaux, sols improductifs, pénuries alimentaires, famines, migrations climatiques et évidemment guerres et affaiblissement de la démocratie. Si nous ne savons pas résister au coronavirus, comment y résisterons-nous ? Comment lutterons-nous contre les virus que le permafrost risque de libérer ? Comment ferons-nous face à des événements que nous ne sommes même pas parvenus à imaginer et à des effets de seuil qui rendront brutalement présents et irréversibles des phénomènes que nul n'imaginait ? Comment comprendre que nos sociétés ne se préparent en rien à des événements qui pourraient advenir dans un laps de temps très court. Nous devons nous y préparer. Cela doit être notre unique priorité. Et cela doit se faire de la manière la plus organisée possible, en ayant la justice pour impératif. Nous devons dès aujourd'hui faire entrer nos sociétés dans un véritable processus de reconversion. Nous avons perdu un temps précieux. En particulier lors de ce dernier quinquennat pendant lequel nous avons dépensé une énergie folle à lutter contre des politiques radicalement inutiles au regard de la priorité écologique, voire catastrophiquement inadaptées, comme la taxe sur les carburants oubliée du social. Toutes nos énergies devraient désormais être concentrées sur la bifurcation de nos sociétés, sur les choix extrêmement nombreux que nous allons devoir faire pour les rebâtir, sur la construction de la nouvelle éthique, des nouvelles disciplines et des nouvelles représentations du monde qu'il nous va falloir adopter. Pour cela, nous devons en effet engager des ruptures majeures. Rupture avec un capitalisme débridé qui est à l'origine de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Rupture avec

l'impérialisme d'un type d'économie complètement déréalisée qui récompense du «prix Nobel» un économiste – William Nordhaus – pour lequel une augmentation de température de 6° C n'a pas d'importance. Rupture avec une liberté de circulation des capitaux – largement promue par la France – dont même le FMI reconnaît la toxicité. Rupture aussi avec la désindustrialisation de notre pays et la délocalisation de nos productions vers les pays aux normes sociales et environnementales inférieures qui nous rend complètement dépendants et nous prive, bien plus que l'Europe, de notre souveraineté.

La reconversion écologique de nos sociétés constitue un impératif absolu. Nous devons tous nous y atteler dès maintenant. Elle peut constituer un projet fondateur et enthousiasmant pour notre pays, pour sa jeunesse, pour tous ses membres, mais plus généralement pour l'humanité entière. Comme au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il nous faut trouver l'énergie de la reconstruction. Une reconstruction non plus portée par l'idéologie prométhéenne de la mise en forme du monde à l'image de l'homme, mais par une éthique de la modération, de la limite, de la mesure, que l'Antiquité avait su inventer mais que nous avons oubliée. ◀

(1) Démarche scientifique qui établit neuf seuils à ne pas dépasser sous peine de perdre la stabilité du système terrestre, et donc la possibilité d'y vivre (changement climatique, pertes de biodiversité, usage des sols, acidification des océans, dépletion de la couche d'ozone, usage de l'eau douce, etc.).

Par **DOMINIQUE MÉDA**



Professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine. Dernier ouvrage paru, coécrit avec Eric Heyer et Pascal Lokiec : *Une autre voie est possible*, Flammarion, 2018.



Jean-Daniel Pollet, Françoise Hardy et Sami Frey sur le tournage d'*Une balle au cœur* (1966). PHOTO ILIOS FILMS

# Jean-Daniel Pollet, le cinéma des égarés

A peine ouverte, sitôt refermée: la rétrospective consacrée au cinéaste disparu en 2004 à la Cinémathèque française n'aura guère duré. DVD et livres permettent malgré tout de (re)découvrir cette œuvre magnifique et protéiforme, faisant résistance à l'isolement contraint.

Par  
**MARCOS UZAL**

Décidément, Jean-Daniel Pollet est un cinéaste maudit. On se souvient qu'en 2001, trois ans avant sa mort, la rétrospective que lui avait consacré le centre Pompidou avait été interrompue à cause d'une grève du personnel du musée. Dix-neuf ans plus tard, les mesures de lutte contre le coronavirus obligent la Cinémathèque française à suspendre une nouvelle fois une rétrospective de ses films, deux jours après

son ouverture. Certes, il y a plus grave, il y a toujours plus grave, mais pour ceux qui admirent cette œuvre, qui savent à quel point elle est rare, précieuse et trop méconnue, c'est à pleurer.

La rétrospective aurait dû se prolonger par la reprise, ce mercredi, d'une grande partie de sa filmographie, 22 courts et longs restaurés par la Traverse (avec la complicité de la Cinémathèque de Toulouse, où sont déposées toutes les archives du cinéaste), valeureuse société de distribution et de production montreuilloise, dont les deux responsables, Freddy Denaës et Gaël Teicher, également créateurs des éditions de l'Œil, ne cessent depuis plus de vingt ans de manifester leur admiration pour le cinéaste, à travers l'édition de coffrets DVD et de livres. Les salles de cinéma étant, au même titre que les librairies, considérées comme des établissements «non indispensables à la vie du pays» (ça se discute...), il faudra donc aussi attendre pour voir ou revoir les films de Pollet dans l'une des salles françaises qui programmeront cette rétrospective.

En attendant, il reste tout de même quelques belles façons de ne pas nous priver de Jean-Daniel Pollet dans la chaleur inquiète de notre confinement forcé. Les éditions de l'Œil sont en train d'éditer une collection de très beaux livres-DVD, proposant des copies restaurées des films accompagnées de riches appareils critiques. Trois volumes sont déjà disponibles, où l'on trouve quelques-uns des films majeurs du cinéaste: *Méditerranée* (1963) et *Bassae* (1964); *l'Ordre* (1974) et *Pour*

# CULTURE/

mémoire (1978); *l'Acrobate* (1976). Neuf autres livres-DVD, allant de merveille en merveille, sont déjà annoncés.

Ceux qui découvriront l'un à la suite de l'autre *Méditerranée* et *l'Acrobate*, les films les plus connus de Pollet, pourraient légitimement se demander quelle est la cohérence d'une œuvre successivement capable d'un tel degré d'abstraction documentaire (*Méditerranée*) et d'une telle fantaisie burlesque (*l'Acrobate*). *Méditerranée*, chef-d'œuvre inépuisable rythmé par la musique d'Antoine Duhamel et porté par un texte sublime de Philippe Sollers, contemple l'humanité dans sa solitude, au milieu d'un «théâtre de milliers d'années» où les êtres ne sont peut-être que les «pièces d'un jeu» sans cesse reprises et relancées. À l'autre bout du spectre poétique de Pollet, *l'Acrobate* est le dernier épisode des aventures de Léon, personnage comique né de la rencontre du cinéaste avec Claude Melki, danseur au visage de clown triste ressemblant étrangement à Buster Keaton, lors du tournage de son premier court métrage, *Pourvu qu'on ait l'ivresse* (1958). Première hypothèse : entre ces deux films extrêmement différents circule peut-être une même angoisse, une même terreur de la solitude, aussi froide et extérieure dans *Méditerranée* qu'elle est drolatique et intime dans *l'Acrobate*.

«Je dois vous dire que je suis ambidextre : ma main gauche me conduit vers un travail abstrait, alors que ma main droite me tire du côté réaliste», disait Pollet de lui-même. Mais à y regarder de plus près, il n'y a pas contradiction entre les deux gestes. *Pourvu qu'on ait l'ivresse* devait être un documentaire sur une guinguette de Nogent, mais l'apparition de Melki le fit basculer dans une fiction tragicomique. La veine humoristique de Pollet (à laquelle appartiennent également *Gala*, 1961, et l'extraordinaire *L'amour c'est gai, l'amour c'est triste*, 1971) s'enracine ainsi dans le réalisme pour tendre vers l'épuration burlesque et la maîtrise du danseur, comme illustré de façon exemplaire dans *l'Acrobate*. D'une autre façon, *Méditerranée* accomplit aussi un accord parfait entre l'enregistrement documentaire et l'abstraction de la forme. C'est ce qui en fait l'exemple le plus accompli du genre hybride que Pollet préfère : l'essai.

## PIERRES ABANDONNÉES

On pourrait aussi dire que l'œuvre de Pollet est divisée entre une veine littéraire, s'appuyant sur des textes – de Sollers (*Méditerranée*), de Remo Forlani (*Tu imagines Robinson*, 1967), de Jean Thibaut (deau (*Au Père-Lachaise*, 1986; *Trois Jours en Grèce*, 1991), du poète Mas Felipe Delavouët (*l'Arbre et le Soleil*, 1991) ou de Francis Ponge, l'un des ses maîtres (le génial *Dieu sait quoi*, 1995) – et ceux qui, au contraire, mettent en scène des corps mal à l'aise avec les mots (la série des Léon) ou leur opposant des expériences physiques extrêmes. De cette seconde catégorie, *le Sang* (1971) représente un cas limite : suivant des acteurs des Tréteaux libres de Genève, sorte de Leaving Theatre suisse, s'adonnant dans les paysages désertiques du causse Méjean à une performance anarchiste déchainée, allant jusqu'à des sacrifices d'animaux, le film est si violent que Pollet en interdira rapidement



*Le Horla* (1966). PHOTO LA TRAVERSE



*Méditerranée* (1963). PHOTO LA TRAVERSE

toute diffusion. Redécouvert aujourd'hui, il nous apparaît surtout comme le document d'une époque, plastiquement très beau et contenant quelques saisissants moments. Mais là encore, les catégorisations n'opèrent pas : même les films les plus cérébraux de Pollet ne cessent d'être très physiques et matérialistes, tandis que ses personnages pensent constamment leurs gestes par le théâtre, la danse, la cogitation solitaire. Ses adaptations de *Robinson Crusoe* (*Tu imagines Robinson*) et du *Horla* (1966, l'un de ses plus beaux films) le prouvent à travers d'incessantes interrogations sur les pouvoirs et les limites des sens, aux confins de la mort et de la folie.

Finalement, l'œuvre la plus emblématique de Pollet est probablement *l'Ordre*, une commande des laboratoires Sandoz consacrée à l'île grecque de Spinalonga, où furent confinés des lépreux jusqu'en 1957. Le texte, prenant la forme d'un dialogue à plusieurs voix, et les travellings qui parcourent l'île désertée sont plus interrogatifs qu'affirmatifs, car ici la forme et les pensées butent constamment contre l'irréductible présence des pierres

abandonnées et des corps malades. Jusqu'à ce qu'un lépreux, Epaminondas Raimondakis, retourne d'une manière bouleversante le film vers ceux qui le font et, par là même, vers ceux qui le regardent : «*Je me demande si, bien qu'étrangers et partant très loin, vous rendrez la vérité, ou si vous garnirez de mensonges ce que vous avez tourné pour l'utiliser qui sait dans quels buts, qui sait pour quelles idées.*»

## INVENTION DE MOUVEMENTS

*l'Ordre* est encore un film sur la solitude et l'abandon, sans doute le plus terrible de tous, parce que la solitude de l'humanité perdue dans le temps rejoint directement celle d'individus abandonnés dans des lieux. Les lépreux doivent se réapproprier l'espace comme, ailleurs et d'une tout autre manière, un danseur de tango ou Robinson Crusoe. Formellement, ce temps se traduit par un art éminemment poétique et musical du montage, jouant sur des répétitions et des variations, et non seulement dans les essais où ce travail de reprise (de plans et de motifs) apparaît avec une étourdissante évidence (*Méditerranée*, *l'Or-*

*dre*, *Contretemps*, *Dieu sait quoi*), mais aussi dans des fictions où des individus s'égarant dans leur mémoire (*la Ligne de mire*, 1960) ou perdent peu à peu tout repère (*le Horla*, *Tu imagines Robinson*). Et la quête ou l'interrogation de l'espace s'accomplit, dans la ligne des récits comme dans les plans, par une continue invention de mouvements – des corps et des caméras –, parfois menacés par l'angoisse de leur exact contraire : l'immobilité forcée, l'enfermement subi.

Revenons justement à notre propre confinement, menacé de pandémie – événement incroyablement dont on se console un peu des tristes conséquences sur la visibilité des films de Pollet en se disant qu'il aurait passionné le cinéaste... Accompagnant ces rétrospectives empêchées, deux livres sortent simultanément, qui occuperont idéalement notre impatience. Le somptueux *Machine Pollet* (éditions MF) est l'un des aboutissements d'un projet réalisé par un groupe d'enseignants et d'étudiants de quatre écoles d'art – la Haute Ecole des arts du Rhin, l'Ecole supérieure d'art d'Annecy, l'Ecole supérieure des beaux-arts de Nîmes et l'Ecole supérieure d'art de Clermont Métropole – qui pendant trois ans ont «réfléchi, discuté, voyagé, écrit, filmé à partir et autour de l'œuvre de Jean-Daniel Pollet». Le livre compile différentes formes de textes : passionnantes études (notamment de Bastien Gallet, Cyril Neyrat, Alexandre Costanzo), récits, journaux, descriptions d'expériences plastiques et de films issus de ce travail collectif, retranscriptions graphiques des montages de Pollet, etc. Ce gros ouvrage entremêle ainsi ce que furent les films du cinéaste avec ce qu'ils peuvent inspirer à de jeunes créateurs contemporains. Et il est révélateur, de l'état du cinéma autant que de la singularité de Pollet, que son œuvre constamment inventive intéresse et inspire aujourd'hui plus de plasticiens que de cinéastes.

Le second ouvrage – *la Vie retrouvée de Jean-Daniel Pollet* (éditions de l'Œil) – est une «autobiographie» de Pollet signée par Jean-Paul Fargier, l'un de ses grands amis et admirateurs, qui écrivit et acheva son dernier film, le posthume *Jour après jour* (2006). Fargier s'est donc permis d'écrire la biographie de Pollet à la première personne (d'où les guillemets). L'idée peut faire peur : on hésite d'autant plus à lire une «fausse» autobiographie qu'elle est consacrée à un artiste discret, ayant mis peu d'éléments biographiques dans ses films, ou alors secrètement et pudiquement. Mais la grande connaissance qu'a Fargier de l'œuvre et de la vie du cinéaste permet de connecter l'une et l'autre avec beaucoup de sensibilité et de pertinence, si bien que le livre s'avère aussi passionnant qu'émouvant. On y comprend à quel point le génie de ses films, apparemment très sûr, parfois proche de la perfection, est le résultat d'une constante lutte contre le doute, le désespoir, le chaos. ◆

**MÉDITERRANÉE / BASSAE ; L'ORDRE / POUR MÉMOIRE ; L'ACROBATE**  
Livres-DVD, éditions de l'Œil, 25 € pièce.  
**MACHINE POLLET**  
Editions MF et l'Esban, 30 €.  
**LA VIE RETROUVÉE DE JEAN-DANIEL POLLET** par JEAN-PAUL FARGIER  
Editions de l'Œil, 35 €.

# En guerre contre l'ennui: des taulards sexy, un robot et huit heures de conférence

Chaque jour de la semaine, «Libération» vous propose une sélection culturelle adaptée à la vie en confinement, en attendant la capitulation de Covid-19.

## 1 AVEC LES GARÇONS

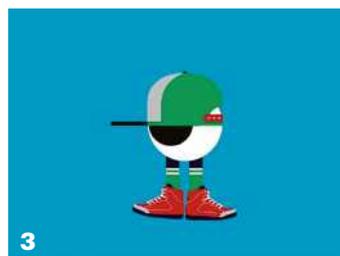
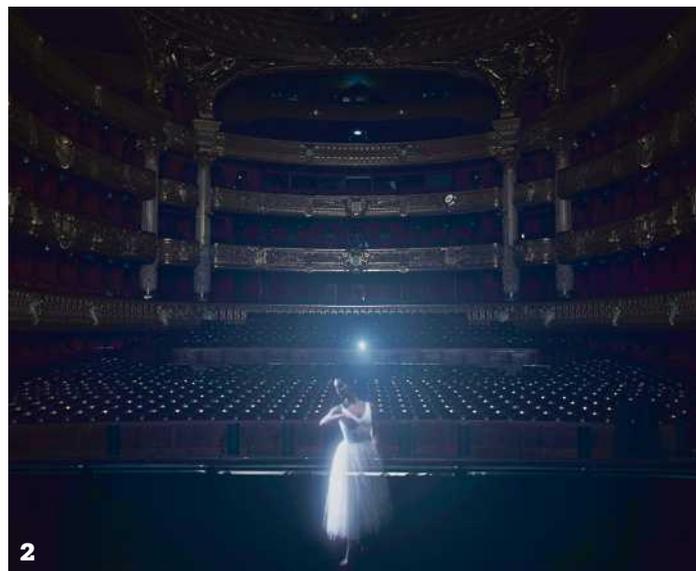
Sans doute va-t-on rapidement se laser des variations sur le thème de la claustration, mais l'esprit fouineur, pris dans le contre-choc de l'immobilité prophylactique, tombe comme par hasard ou par miracle sur *Un chant d'amour*, unique film de Jean Genet en 1950 tourné notamment au premier étage du cabaret la Rose rouge. Parade sexuelle emmurée entre deux taulards et un maton, entièrement filée dans un vertige de surexcitation homo où les murs de séparation sont embrasés et cognés à coups de bites. La bande-son de la version disponible en accès libre sur le site (et mine d'or de milliers contenus gratuits de toutes sortes) OpenCulture est signée de l'Anglais Simon Fisher Turner (auteur de musiques pour Derek Jarman) et très belle pendant au moins vingt minutes (après ça se gâte un peu...). **D.P.**

**UN CHANT D'AMOUR** de JEAN GENET sur [openculture.com](http://openculture.com)

## 2 AVEC UN FAN DE ROBOTS

Dans un Palais Garnier déserté – effet groupé d'une réforme des retraites mal digérée et d'un virus plus foudroyant qu'il n'y paraissait – un robot humanoïde prend soin du patrimoine en attendant le retour sur Terre – ou des services de réanimation – des abonnés. Copie crachée de son aïeul C3-P0, sa fonction d'agent d'entretien zélé le rattache aussi à Wall-E, par la mélancolie et le soin qu'il met à épousseter les galeries vides de l'Opéra, tout autant que par son goût des arts: les comédies musicales américaines d'après-guerre enthousiasmaient le robot de Pixar, un ballet romantique donné par l'hologramme de la danseuse étoile Amandine Albisson clôt ici ce très court-métrage d'Ugo Bienvenu (auteur notamment de l'excellente bande dessinée *Préférence système* chez Denoël Graphic) et Félix de Givry (comédien et réalisateur, il tenait le premier rôle dans *Eden* de Mia Hansen Love) pour la collection 3<sup>e</sup> Scène de l'Opéra de Paris, riche désormais d'une soixantaine d'œuvres originales. **E.B.**

**L'ENTRETIEN** d'UGO BIENVENU et FÉLIX DE GIVRY sur [operadeparis.fr](http://operadeparis.fr)



CENTRE POMPIDOU - 2020



DOCUMENTAIRE SUR GRAND ÉCRAN

ONF, LES FILMS PELLEAS

ARTE CONCERT

## 3 AVEC LES ENFANTS

Hypnotiser des enfants avec de courts films d'animation virtuoses? C'est le projet que propose le centre Pompidou avec «Mon œil», une websérie pour marmots à partir de 5 ans. Lancée en 2015, elle en est à son 174<sup>e</sup> épisode et paraît en ligne chaque mercredi. Le site du centre Pompidou présente les dix derniers épisodes. Le programme promet de «rentrer dans l'art et la création d'aujourd'hui» en dix minutes chrono. Guidé par un narrateur qui présente de petits clips d'animation, chaque épisode plonge dans des textures, des effets, des couleurs de réalisateurs très différents. On y observe un feu, de l'eau, des personnages, des fleurs, des post-it qui en crachent d'autres avec moult effets graphiques. Parfois contemplatifs et parfois dynamiques, les épisodes explorent la vaste palette visuelle numérique et le montage berce tout en mettant plein la vue. Effet hypnotique constaté sur adulte aussi. **C.Me.**

**MON ŒIL** au CENTRE POMPIDOU sur [centrepompidou.fr](http://centrepompidou.fr)

## 4 AVEC UN FÉTARD EN MANQUE DE CLUB

Parmi les jolies choses à voir et écouter de «Hallo Montag», l'émission d'after de Arte Concert captée à Ipse, fameux club de bord de Spree à Berlin, il y a ce live des vétérans finlandais Jimi Tenor et Freestyle Man. Le premier est un fameux homme de funk à Helsinki, capable de faire tonner afrobeat autant que pop industrielle diabolique; le deuxième s'adonne depuis plus de deux décennies à la deep house tendance universaliste sur le label Puu, dirigé par Tenor lui-même. Saxophones, flûte et chant garage tout droit tombés d'un disque de house new-yorkaise des nineties électrisent ce long jam au débotté, filmé en plein air et au petit matin dans le Berlin insouciant de l'été dernier. Ça fait bizarre, mais ça fait du bien. **O.L.**

**JIMI TENOR** et **FREESTYLE MAN** sur [arte.tv](http://arte.tv)

## 5 AVEC DU TEMPS, BEAUCOUP DE TEMPS

C'est une captation de spectacles non contraignante, qui se diffuse de préférence sur le grand écran du salon. On peut la lancer à 10 heures, la laisser tourner, elle s'arrêtera vers 18 heures, vous laissant tout à fait libre d'aller prendre dix fois votre température. Sur l'écran, l'insensé Pierre Mifsud vous incite d'ailleurs à aller et venir. Dans la mesure où le but du jeu de ses «Conférences de choses», performance théâtrale de huit heures, est bien de digresser savamment sur tout et sur rien, mais avec un degré de précision encyclopédique appliqué sans discrimination à l'art paroissial comme à la composition de la peau velue du kiwi, vous le rattraperez au prochain virage. D'autant que c'est moins ses histoires que l'orfèvrerie comique de son personnage qui nous guérit, celle du prof savant sidéré par le savoir, à qui l'on aurait dû confier tous les dispositifs «ma classe à la maison». **E.B.**

**CONFÉRENCE DE CHOSSES** de PIERRE MIFSUD sur [2bcompany.ch](http://2bcompany.ch)

# CULTURE/

## «Grande est la maison»: tous aux abris avec Cabane

Thomas Jean Henri rassemble une foule d'invités, dont Bonnie «Prince» Billy, pour un album en écho parfait avec l'époque confinée.

Entendre la voix fuyante de Bonnie «Prince» Billy glisser sur les cordes de Sean O'Hagan, voilà le genre de petits miracles accomplis par ce disque. Des miracles ou des mirages, tant la beauté qui défile ici en trente-cinq minutes et dix tableaux pointillistes semble appartenir au domaine des illusions, à la

féerie des songes, et Cabane à cette précieuse et rare mitoyenneté de la *Maison rose* d'Emmanuelle Parrenin. Derrière la porte, on trouve le Belge Thomas Jean Henri, ex-batteur de Venus et déjà cavalier solitaire de Soy Un Caballo, qui avec *Grande est la maison* conjugue l'infiniment intime et l'hospitalité choisie, conviant également Kate Stables (This Is the Kit) au micro ou encore Sam Genders (Tunng, Diagrams) aux écritures, un chœur angélique de cinq sirènes (Bost Gehio) et plein d'amis (de Sylvain Chauveau à Charles Berberian) dans un film sorti en parallèle. Impossible de ne pas voir dans ce ballet d'élégances multipistes (deux expos

photos étaient initialement aussi au programme, mais ça, c'était avant) un acte de résistance puissant, une confrérie secrète de bienfaiteurs qui n'ont pas rendu l'âme face aux tumultes et laideurs alentour, choisissant le contre-feu ardent de la lenteur et de l'acoustique oxygénée (guitares, quatuor à cordes, vibraphone) comme on brave un dragon avec une lyre magique. Ne parlons pas de folk, ce serait en atténuer les pouvoirs qui outrepassent ceux de la musique. D'ailleurs, en ces heures de confinement, il n'était pas prévu qu'une œuvre constituée avec tant de perfection le refuge absolu d'où observer le balancier des saisons (*Now, Winter Comes* ou *Until the*



Thomas Jean Henri, l'architecte de Cabane. PHOTO JEAN VAN COTTOM

*Summer Comes*) et celui des marées (*By the Sea, Ilot*) à travers les carreaux embués des solitudes heureuses. Les affinités revendiquées avec Nick Drake et Vashti Bunyan suggèrent que la détresse ou la fugue ne sont jamais loin, que la partie est sans doute perdue, mais ces chansons polyphoniques à la douce incandescence, ces instrumentaux modestement épiques, sont autant de signaux d'espoir envoyés dans les

ténèbres. «*Our battles in the night*», chante Bonnie «Prince» Billy sur *Take Me Home, Pt. 2*, et ce qui palpite, autour et à travers de cette voix, ressemble au plus près de ce qu'on ima-

gine comme étant l'éternité. Grande est la maison, immense est Cabane.

CHRISTOPHE CONTE

**GRANDE EST LA MAISON**  
CABANE Cabane Records

## «Stickboy» fout le feu à l'Amérique

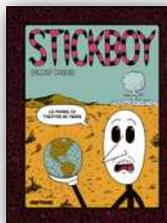
Réédition du brûlot nineties de Dennis Worden, tiraillé entre rage et mauvaise conscience.

«Ouvre les yeux, ton rêve il pue la pizza froide.» Tout en bas de l'échelle sociale, un homme cauchemarde un tête à tête avec l'Oncle Sam. Incapable de trouver autre chose qu'un boulot pourri, à deux doigts de se retrouver à la rue, le mec se réveille en sursaut avec un regret absurde: ne pas avoir eu le temps de mettre une mandale à l'incarnation du rêve américain. Le cartooniste Dennis Worden a lui aussi loupé le coche.

**Bûcher.** Comme Robert Crumb et compagnie, Worden passe la fin des années 60 en Californie à se défoncer au LSD mais, ado, il est trop jeune pour intégrer la bande qui se constitue autour de Zap Comics. Comme Daniel Clowes et Charles Burns, il publie au mitan des années 80 dans les pages de *Weirdo*, éditées par Peter Bagge. Sans y trouver la renommée pour autant. Au début des années 90, c'est son ancien complice

Matt Groening, avec lequel il bricolait des fanzines, qui affole tous les compteurs avec ses *Simpson*... Worden, lui, reste dans les tréfonds de l'underground.

Ce *Stickboy*, qui nous parvient plus d'une trentaine d'années après, se situe lui aussi dans un entre-deux, évoquant autant le *Mr. Natural* de Crumb que la mouvance *lowbrow* d'un Gary Panter. Un pied côté psyché, un autre dans la maison hardcore. Réduit à une essence punk, son personnage n'a pour corps qu'un simple trait, un gros ovale en guise de tête et des gants blancs probablement piqués au cadavre de Mickey. La bouche et les sourcils inquiéteurs, les membres flasques et modulables à l'envi, tout dans le personnage est voué à exprimer physiquement l'existentialisme vénère de Dennis Worden, à extérioriser une bile inépuisable. Contre les croisés de tous bords, les idolâtres, les industriels pourris, les conservateurs confits de certitudes, les win-



DENNIS WORDEN  
**STICKBOY**  
Editions Arbitraire  
(160 pp., 18€)

ners prédateurs, les passifs sous Xanax, les mecs en noir qui écoutent de la new wave, et le producteur star Rick Rubin. Sans pitié, *Stickboy* met l'Amérique au bûcher, avant de se précipiter lui aussi dans le feu de joie, car rien ne vaut la haine de soi.

**Bush.** Derrière le bruit et la fureur, les sarcasmes et les insultes, les gags où il se défoule à mettre en scène un pape qui pend George Bush Sr., Worden tempère, conteste ses propres colères, cherche une forme de paix intérieure. Au point que le livre se charge d'une espèce de mysticisme agnostique. Il parle du monde tel qu'il va mal – pesticides, nucléaire, sexisme, homophobie, maltraitance animale (tout ça en 1990) –, mais surtout de l'emprisonnement dans des schémas de perception du monde. L'injonction au bonheur, la peur qui rend con. En fait, *Stickboy*, c'est Winnie l'ourson avec une bouteille de mauvais bourbon.

MARIUS CHAPUIS

Prix  
AWARE

Lauréate du prix d'honneur  
Marie Orensanz

Lauréate du Prix AWARE  
Tiphaine Calmettes

pour  
les artistes  
femmes

Avec le soutien du ministère de la Culture  
et du CHANEL Fund for Women in the Arts and Culture

#PrixAWARE2020

# Evoluée

**Peggy Sastre** Cette essayiste qui emprunte à Darwin pour penser les rapports entre les sexes est aussi une polémiste délurée et une traductrice de romans Harlequin.



C'est une intellectuelle intrigante, un personnage extravagant et une mine de contradictions pas forcément résolues. C'est surtout une gazouilleuse hilarante qui s'épanouit sur Twitter, qu'elle nomme «*Twister*», comme si la vie était biaisée mais restait dansante. Elle y cogne, comme qui rigole, sur ses cibles préférées : les vertueuses et les victimaires. Peggy Sastre est apparue au grand jour comme l'une des rédactrices de la tribune Deneuve. Au-delà de la liberté d'importuner, cette docteure en philosophie des sciences tente aussi d'appliquer les thèses de Darwin à l'analyse des sexualités contemporaines.

Les titres et les prières d'insérer des essais de Sastre sont des merveilles de mauvaise foi et de stimulantes arnaques commerciales. *Ex utero* se décline en : «*Les femmes ne feront rien dans la vie tant qu'elles auront un utérus.*» *La domination masculine n'existe pas* s'accompagne de : «*Si l'homme a longtemps dominé la femme, c'est parce qu'elle l'a bien voulu.*» *Comment l'amour empoisonne les femmes* se résout en une étude de «*la toxicité du sentiment amoureux*». Sa dernière livraison, *la Haine orpheline* ose un édenique sous-titre entre thé matcha

et graines de chia : «*Comprendre la nature de nos conflits pour rester serein dans un monde en colère.*» Si on gobe ça tout cru sans une once de second degré, on y verra des manifestes masculinistes doublés de précis de développement personnel. En réalité, Sastre réfléchit au temps long des déterminismes et tente de détecter les rappels à l'ordre génétique pour s'en défaire. Rétive aux explications socioculturelles, elle prend le risque d'en déduire que les hommes ne quitteront jamais

Mars, ni les femmes Vénus. Lectrice d'avant, Marlène Schiappa, ministre d'aujourd'hui, avait renâclé à cette recension des invariants. Réponse de Sastre, qui sait

que l'évolution est une longue patience : «*La biologie ne nous tient en laisse que si nous l'ignorons.*»

«*La blague*», comme dit souvent Sastre, c'est que ses options personnelles sont à l'opposé de tout essentialisme. Elle soutient le mariage pour tous. Elle est pour la GPA, la PMA et «*même pour l'utérus artificiel*». De là à avoir recours à ces techniques, très peu pour elle qui ne veut pas d'enfant. Elle se défie des abolitionnistes qui voudraient interdire la prostitution. Et si elle a subi un viol, elle dit «*s'en foutre*». En tout cas, elle n'en fait ni un stigmate ni un blason.

France sombre qui hésite entre Louise Brooks et Agnès Varda, Peggy Sastre a l'écriture régalante et l'humour bien (e)ancré. Elle qui porte en sautoir une tête de mort en guise de «vanité» trafique des expressions du quotidien et tourneboule des néologismes pour faire passer l'aridité de ses concepts et digérer les études comportementales qu'elle cite à l'appui de ses démonstrations. On aime «*glaglater*», «*jambes en pâte de foie*» ou «*appuyer sur le bouton flipette qu'on a toutes au fond de nous*». En revanche, à l'oral, elle oscille entre pertinence et absence. Ça fuse, puis ça refuse d'infuser. On est loin du déroulé parfait des propos de Natacha Polony ou de Caroline Fourest. Elle dit : «*J'ai des traits autistiques. Je ne pense pas en mots. Faut que je traduise dans ma tête.*» Elle ajoute : «*Je n'ai pas une conscience spontanée de moi-même. Je ne me rends pas toujours compte de ce que je dis ou provoque. Qu'on m'attaque ou qu'on me loue, cela me laisse sans réaction. Ce qui est tout bénéfique quand les polémiques flambent.*» Et de chérir Internet qui lui permet de socialiser en asociale et de fréquenter en isolée pas si infrequentable.

Elle fut longtemps une intellectuelle précaire. Si elle gagne ces temps-ci «*entre 2500 et 3000 euros mensuels*», rien n'est jamais acquis à la femme ni à l'homme. Elle cumule droits d'auteur pas faramineux, piges variées (*Slate, le Point, Causeur, l'Obs*, etc.) et traductions. Elle fait passer de l'anglais au français des thèses savantes, mais aussi des romans Harlequin. Et elle prend à contre-pied les dénonciateurs de la pruderie anglo-saxonne dont nous sommes quand elle remarque que les scènes de sexe sont plus cliniques en VO alors que la charte en VF recommande de sentimentaliser les ébats.

Peggy Sastre est ravie de recevoir chez une copine traductrice qui l'héberge quand elle passe à Paris. Situé à Montmartre, l'appartement est joyeux et pimpant. Il y a même la compilation des portraits de *Libé* dans les toilettes, gage de discernement s'il en est. Repliée en Bourgogne où le confinement campagnard lui fait office de distanciation sociale automatique, Sastre aurait bien invité chez elle. Mais elle ne voulait pas qu'on détaille son intérieur, à la décoration «*assez inexistant*». Elle y réside avec son compagnon, «*communicant scientifique*». Il y a aussi deux chiens. Et des flots de musique baroque que cette violoniste classique, également fan de Prince, fait déferler quand elle prend le balai. Elle fait rarement les poussières, jamais la cuisine, même si elle vient de découvrir la recette des pâtes au pesto. Précisons par ces temps suspicieux que ces banalités sont exhumées à dessein, afin de faire bisquer les partageuses venimeuses de tâches ménagères comme les accapareurs maniaques du plumeau...

Finissons par le début qui n'est pas forcément l'essentiel. Sa famille vient d'Espagne et du Maroc. Formation continue aidant, son père est devenu ingénieur. Ce serait pour lui complaire et parachever l'évolution méritocratique qu'elle aurait passé une thèse sur Darwin et Nietzsche. Sa mère enseigne l'histoire-géo. La fable maison veut que cette groupie de Mitterrand l'ait prénommée «Peggy» pour que les initiales donnent «PS» et pour se consoler de n'avoir pas «*accouché le 10 mai 1981, mais le 12*». Au fil du temps, la jeune PS a pu voter Ligue communiste révolutionnaire ou Chevènement. Dernièrement, elle a préféré Macron-Macron. L'atypisme du couple présidentiel l'aurait convaincue. Car, de plus en plus, le PS a l'idéologie en défiance et l'appartenance en souffrance. Cette libertaire assez libérale qui se sent proche de la «*morale minimale*» que défendait le penseur Ruwen Ogien tient d'abord à la liberté, «*et aussi à la vérité*». Elle est moins à cheval sur «*la parité parfaite*», lui préférant «*l'égalité d'opportunité*». Comme elle a mauvais esprit, elle ne fait pas d'Adèle Haenel une héroïne. Elle a trouvé sa sortie césarienne aussi «*robotique*» que ses arguments. Pour aggraver son cas et prouver qu'elle est «*artificialiste*», «*plus Hobbes que Rousseau*», et qu'elle se défie de mère Nature, Peggy Sastre avoue tomber en catalepsie et faire un syndrome de Stendhal «*devant la beauté des centrales nucléaires*». ♦

Par LUC LE VAILLANT  
Photo SAMUEL KIRSZENBAUM

**1981** Naissance.  
**2011** Thèse de philosophie.  
**9 janvier 2018** Tribune Deneuve.  
**2018** *Comment l'amour empoisonne les femmes.*  
**Mars 2020** *La Haine orpheline* (Anne Carrière).